



HISSETTE
ROGGE MAN
DERYNCK
&
DESIMPEL
NOTAIRES
ASSOCIÉS

SOCIÉTÉ CIVILE SOUS
FORME DE SCRL
NN 0.477.523.575
RUE DE L'ASSOCIATION 30
1000 BRUXELLES



CONSTITUTION

ACG/57903-001

ACTE DU : 25 / 03 / 2013

RÉPERTOIRE NUMÉRO : 24003

Electrabel CoGreen

En abrégé CoGreen

société coopérative à responsabilité limitée

Ayant son siège à Bruxelles (1000 Bruxelles), boulevard Simon Bolivar 34.

CONSTITUTION – NOMINATION

L'AN DEUX MILLE TREIZE

Le vingt-cinq mars,

Devant Damien HISSETTE, notaire associé à Bruxelles,

Au siège social.

ONT COMPARU :

1. La société anonyme ELECTRABEL, ayant son siège social à Bruxelles (1000 Bruxelles), boulevard Simon Bolivar 34, numéro d'entreprise 0403.170.701, ici représentée par Monsieur LÉCHAUDÉ Didier, tel que qualifié ci-après, en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera ci-annexée.
2. La société anonyme TELFIN, ayant son siège social à Bruxelles (1000 Bruxelles), place du Trône 1, numéro d'entreprise 0427.428.025, ici représentée par Monsieur BOOGAERTS Erwin, domicilié à 2600 Berchem, Leerkens 19, en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera ci-annexée.
3. La société coopérative à responsabilité limitée GENFINA, ayant son siège social à Bruxelles (1000 Bruxelles), place du Trône 1, numéro d'entreprise 0435.084.986, ici représentée par Monsieur BOOGAERTS Erwin, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera ci-annexée.

Ci-après dénommées : "les comparants".

Lesquels ont requis le notaire soussigné de constater authentiquement la constitution et les statuts de la société commerciale ci-après nommée.

CONSTITUTION.

A. Forme Juridique - Dénomination - Siège.

Il est constitué une société sous forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, qui sera dénommée « Electrabel CoGreen », en abrégé « CoGreen ».

Le siège social est établi pour la première fois à Bruxelles (1000 Bruxelles), boulevard Simon Bolivar 34.

B. Capital – Parts Sociales - Libération.

La part fixe du capital social est fixée à dix-huit mille sept cent cinquante euros (18.750 EUR). Il est entièrement souscrit et est entièrement libéré.

Il est représenté par cent cinquante (150) parts sociales, souscrites en espèces au prix de cent vingt-cinq euros (125 EUR) chacune, comme suit :

- La société anonyme ELECTRABEL déclare souscrire cent quarante-huit (148) parts sociales de catégorie A qu'elle libère entièrement.
- La société anonyme TELFIN déclare souscrire une (1) part sociale de catégorie A qu'elle libère entièrement.
- La société coopérative à responsabilité limitée GENFINA déclare souscrire une (1) part sociale de catégorie A qu'elle libère entièrement.

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes et chacune de ces parts sociales ont été souscrites et libérées comme dit ci-dessus et qu'en conséquence, la société a, dès à présent, à sa disposition une somme de dix-

huit mille sept cent cinquante euros (18.750 EUR) sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès d'ING Banque.

C. Plan financier.

Les comparants reconnaissent que le notaire soussigné les a éclairés sur les dispositions du Code des sociétés relatives au plan financier et à la responsabilité des fondateurs d'une société lorsque celle-ci a été créée avec un capital manifestement insuffisant.

D. Quasi-apport - Frais de constitution – Reprise des engagements pris au nom de la société en formation.

Les comparants reconnaissent avoir été informés par le notaire soussigné de ce que :

- l'acquisition de tout bien appartenant à l'un des fondateurs, à un administrateur ou à un associé, que la société se propose d'acquérir, sous forme d'achat ou d'échange, dans un délai de deux ans à dater de sa constitution pour une contre-valeur égale au moins à un dixième du capital souscrit, est soumise à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Dans ce cas, il est, préalablement à l'assemblée générale susmentionnée, procédé à la rédaction d'un rapport par le commissaire ou, pour la société qui n'en a pas, par un réviseur d'entreprise, désigné par le conseil d'administration, et d'un rapport spécial par le conseil d'administration.

- le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, qui incombe à la société est estimé par provision à mille cent dix euros (1.110 EUR).

- les engagements pris au nom de la société en formation doivent être repris par la société, par décision de la gérance, dans les deux mois de l'acquisition par la société de la personnalité morale.

E. Connaissances de gestion de base et compétence professionnelle.

La comparante sub 1 déclare sur l'honneur, par l'organe de son représentant, ne pas répondre à la définition de PME donnée par l'article 2 de la loi-programme du dix février mil neuf cent nonante-huit. Les comparants déclarent dès lors sur l'honneur que la société présentement constituée ne répond elle-même pas à la définition de PME donnée par cette loi.

STATUTS

TITRE I - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - FORME ET DENOMINATION

La société est une société commerciale qui revêt la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée et prend la dénomination d'«Electrabel CoGreen», en abrégé «CoGreen».

Cette dénomination sera toujours précédée ou suivie des mots «société coopérative à responsabilité limitée» ou de l'abréviation «SCRL».

ARTICLE 2 - SIEGE

Le siège social est établi au Boulevard Simon Bolívar 34 à 1000 Bruxelles, arrondissement judiciaire de Bruxelles. Le conseil d'administration peut, sans modification des statuts, transférer le siège social en tout autre endroit en Belgique moyennant respect de la législation en vigueur en matière d'emploi des langues. Tout transfert du siège social est publié aux annexes du Moniteur belge par les soins du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est, en outre, autorisé à établir des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales et filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

a. l'acquisition d'un capital coopératif pour la création, le développement et l'investissement dans la production et l'exploitation de moyens de production d'électricité tels que, notamment, mais de manière non exhaustive, les parcs d'éoliennes et les centrales de production d'énergies renouvelables (ci-après une «Centrale de Production»);

b. l'association d'utilisateurs d'énergies alternatives, durables et renouvelables;

c. la préparation, l'élaboration et la diffusion d'analyses et d'études ainsi que leurs résultats concernant ce qui précède, avec en particulier la possibilité de prêter des services, tels que l'élaboration d'un bilan énergétique relatif à l'utilisation précitée des sources d'énergies renouvelables;

d. la stimulation, l'étude, la sensibilisation et la promotion des énergies renouvelables dans leurs diverses applications; et

e. l'apport de moyens financiers sous la forme de capital ou de fonds étrangers à des personnes morales qui poursuivent l'un des objectifs mentionnés sous les points a) à d).

La société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières qui sont de nature à élargir ou à promouvoir de manière directe ou indirecte son entreprise.

Elle peut acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, même si ceux-ci n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'objet de la société. Elle peut se porter caution ou consentir des sûretés réelles ou personnelles en faveur de sociétés ou de particuliers, et ce au sens le plus large.

Elle peut, par n'importe quel moyen, prendre des intérêts dans, coopérer ou fusionner avec toutes associations, affaires, entreprises ou sociétés qui ont un objet social identique, similaire ou connexe, ou qui sont susceptibles de favoriser son entreprise ou de faciliter la vente de ses produits ou services.

• **ARTICLE 4 - DUREE**

La société est constituée pour une durée illimitée à partir de la date de sa constitution.

TITRE II – CAPITAL - PARTS

ARTICLE 5 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société est formé par l'apport de parts souscrites par les associés. Il comprend une partie fixe et une partie variable, cette dernière partie qui n'est pas limitée.

La partie fixe du capital social s'élève à dix-huit mille sept cent cinquante euros (18.750 EUR) et ne peut être augmentée ou diminuée que par décision de l'assemblée générale, qui délibère et décide de la manière requise pour une modification des statuts. La partie fixe du capital social est exclusivement représentée par des parts de catégorie A, telles que décrites à l'article 6 des présents statuts.

Le capital social de la société est variable en ce qui concerne le montant qui excède la partie fixe. Cette partie varie en fonction de l'admission, la démission ou l'exclusion d'associés, de la prise et du retrait de parts et en fonction de tous les cas où il est mis fin de plein droit à l'actionnariat. La partie variable du capital social est représentée par des parts de catégorie A et de catégorie B, telles que décrites ci-après.

Aucune modification des statuts n'est requise en ce qui concerne la modification de la partie variable. Une augmentation du capital ayant trait à la partie variable du capital est décidée par le conseil d'administration à la majorité simple.

ARTICLE 6 – CATEGORIES ET SOUS-CATEGORIES DE PARTS

6.1 Les parts de la société sont divisées en deux catégories de parts :

- Les parts de catégorie A (ci-après dénommées les «parts A»), d'une valeur nominale de 125 EUR chacune, sont réservées aux fondateurs de la société ou à d'autres personnes qui acquièrent des parts A conformément à l'article 11 ou à l'article 14.1 des présents statuts. La partie fixe du capital social est exclusivement représentée par des parts A; des parts A peuvent également être émises dans le cadre du capital variable.
- Les parts de la catégorie B (ci-après dénommées les «parts B»), d'une valeur nominale de 125 EUR chacune, sont réservées aux personnes physiques qui sont admises en tant qu'associés par le conseil d'administration, conformément à l'article 14.2 des présents statuts. Les parts B représentent exclusivement la partie variable du capital social.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, un associé B peut détenir au maximum 20 parts B à un moment donné, indépendamment du fait que ces parts appartiennent à une ou plusieurs sous-catégorie(s) de parts B.

6.2. Les parts B sont réparties comme suit, en sous-catégories, par le conseil d'administration, à l'occasion de leur émission. Le conseil d'administration attribue à chaque sous-catégorie de parts B, lors de l'émission des premières parts appartenant à cette sous-catégorie, une Centrale de Production spécifique dont elle portera le nom. Le capital libéré des parts d'une sous-catégorie de parts B est exclusivement utilisé pour les investissements et les financements relatifs à la Centrale de Production attribuée à cette sous-catégorie.

Les coûts liés à la Centrale de Production sont imputés à la sous-catégorie concernée de parts B et une part proportionnelle des coûts généraux de la société est imputée à la sous-catégorie en question de parts B, selon la clé de répartition établie à l'article 36 des présents statuts. Une distinction est établie, dans la comptabilité et les rapports de gestion de la société, entre les coûts liés à l'investissement et au financement relatifs à chaque Centrale de Production.

6.3. En dehors des parts qui représentent un apport, il ne peut être émis aucune autre sorte de titre, quel que soit son nom, qui représentent des droits sociaux ou donnent droit à une part des bénéfices.

ARTICLE 7– LIBERATION

Outre l'obligation de libérer la partie fixe du capital à hauteur de 6.200 EUR, chaque part doit être intégralement libérée.

En dehors du montant qui doit être libéré pour leurs parts, les associés ne sont pas personnellement responsables des engagements de la société, ni ne sont tenus de supporter les pertes de la société.

Si, dans le délai fixé par le conseil d'administration, un associé n'a pas effectué le versement demandé sur ses parts, l'exercice des droits afférents auxdites parts est suspendu de plein droit, sans préjudice de la possibilité d'exclure l'associé. En outre, l'associé est redevable de plein droit à la société, à compter de la date d'expiration du délai fixé par le conseil d'administration pour la libération, d'un intérêt moratoire égal au taux légal majoré de 2 points de pourcentage.

ARTICLE 8– REGISTRE DES PARTS

Il est tenu au siège de la société, conformément aux dispositions de l'article 357 du Code des sociétés, un registre des parts que les associés peuvent venir consulter sur place et dans lequel il est consigné pour chacun:

- a. le nom, les prénoms et le domicile de chaque associé qui est une personne physique et la dénomination sociale, le siège, la forme et le numéro d'entreprise de chaque associé qui est une personne morale;
- b. le nombre de parts avec mention de la catégorie et, le cas échéant, la sous-catégorie de parts B, auxquelles appartiennent lesdites parts concernées, ainsi que les souscriptions de parts nouvelles et les remboursements des parts avec leur date;
- c. les cessions et transferts de parts- avec leur date;
- d. la date d'admission, de démission ou d'exclusion de chaque associé;
- e. les versements effectués; et
- f. le montant des sommes retirées en cas de démission, de retrait partiel des parts et de retrait de versements.

Le conseil d'administration est chargé de la inscription des parts. Il peut déléguer cette mission. Les inscriptions ont lieu sur la base de pièces justificatives, datées et signées. Ces pièces sont versées au registre des parts. Les inscriptions ont lieu dans l'ordre de leur date de dépôt.

L'admission prend cours à partir du moment où les parts sont inscrites dans le registre des parts. La démission d'un associé est inscrite par le conseil d'administration au registre des parts, à côté du nom de l'associé démissionnaire et prend cours à partir de ce moment.

Une copie des inscriptions au registre des parts les concernant sera délivrée aux associés qui en font la demande. Cette demande doit être adressée au conseil d'administration par lettre recommandée. Les copies ne peuvent servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre des parts.

ARTICLE 9 – NATURE DES PARTS

Les parts sont nominatives.

ARTICLE 10 – EXERCICE DES DROITS AFFERENTS AUX ACTIONS

A l'égard de la société, les parts sont indivisibles. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part nominative en ce qui concerne l'exercice des droits y afférents, à savoir le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre des parts.

Si une part appartient à plusieurs personnes, ou si les droits afférents à une part sont divisés entre plusieurs personnes, le conseil d'administration a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme associé à l'égard de la société.

Si les parts sont grevées d'un usufruit, l'usufruitier dispose du droit de vote sauf opposition du nu-propriétaire. En cas d'opposition, le droit de vote est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme associé à l'égard de la société ; la société peut demander aux ayants droit concernés toutes les pièces prouvant cette désignation.

ARTICLE 11– CESSION DE PARTS

Les parts B ne sont pas cessibles.

Les parts A peuvent être cédées à d'autres associés ou à des tiers sous réserve de l'accord préalable du conseil d'administration.

Les parts de la société ne peuvent être mises en gage et sont insaisissables. Les créanciers d'un associé peuvent cependant, le cas échéant,



procéder à une saisie entre les mains de la société sur les dividendes et/ou les ristournes pouvant revenir à l'associé saisi ainsi que sur la part qui pourrait lui être allouée après son retrait, sa démission ou son exclusion ou après la dissolution de la société lors de la liquidation.

Les parts dans la société sont une possession personnelle et ne sont pas cessibles en cas de décès, de faillite, d'incapacité ou de déconfiture manifeste ou de toute hypothèse dans laquelle la compétence d'un associé est limitée par suite d'une mesure judiciaire. Les ayants droit ont exclusivement droit, en tant que créanciers, à la contre-valeur des parts, établie conformément à l'article 12 des présents statuts.

ARTICLE 12 – REMBOURSEMENT DES PARTS

L'associé qui retire ses parts, démissionne ou qui a été exclu de la société a droit à la contre-valeur de ses parts telle qu'elle apparaît dans les comptes annuels de l'exercice au cours duquel la qualité de membre a pris fin ou au cours duquel le retrait partiel ou l'exclusion a été respectivement accepté ou décidé, à l'exclusion des réserves, le cas échéant, après déduction des impôts auxquels le remboursement peut donner lieu. L'associé a droit au maximum, lorsque sa qualité de membre prend fin, à la valeur nominale et ne peut se prévaloir des réserves. Il sera tenu compte de la moins-value comptable des parts et, le cas échéant, du remboursement incomplet du financement qui a été fourni, comme mentionné à l'article 6.2 ci-dessus à la Centrale de Production attribuée à cette sous-catégorie.

Les comptes annuels régulièrement approuvés sont contraignants pour l'associé qui retire ses parts, démissionne ou est exclu. L'associé qui retire ses parts, démissionne ou est exclu ne peut faire valoir aucun autre droit à l'égard de la société.

Le paiement de la contre-valeur aura lieu six mois après l'approbation, par l'assemblée générale, des comptes annuels de l'exercice au cours duquel l'exclusion a été décidée ou au cours duquel le retrait ou la démission a été accepté. Le conseil d'administration peut décider d'un remboursement anticipé.

Si le délai susmentionné s'avère insuffisant pour permettre le remboursement sans entraîner la liquidation de la société, le conseil d'administration peut décider de prolonger ce délai d'un an.

Aucun paiement de la contre-valeur ne peut avoir lieu si l'actif net de la société devait, en raison de ce paiement, être inférieur à la partie fixe du capital mentionnée dans les présents statuts, majorée de toutes les réserves qui ne peuvent être allouées conformément à la loi ou aux présents statuts. Le cas échéant, le paiement est reporté jusqu'à ce que l'actif net soit rétabli.

En cas de décès, de faillite, d'interdiction ou de déconfiture d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants ont droit au versement de la contre-valeur de ses parts. Le paiement a lieu selon les dispositions susmentionnées.

TITRE III - ASSOCIES

ARTICLE 13 – ASSOCIES

Sont associés:

- les détenteurs de parts A (ci-après également dénommés «associés A») qui ont signé le présent acte lors de la fondation de la société (ci-après dénommés «fondateurs») ou qui acquièrent les parts A conformément à l'article 11 ou à l'article 14.1 des statuts et qui sont repris en tant que tels au registre des parts; et
- les détenteurs de parts B (ci-après également dénommés «associés B») qui sont des personnes physiques et qui acquièrent

des parts B conformément à l'article 14.2 des statuts et qui sont repris en tant que tels au registre des parts.

ARTICLE 14 – ADMISSION DE NOUVEAUX ASSOCIES

14.1. Le conseil d'administration décide de l'admission de nouveaux associés. L'admission d'associés, qui répondent aux critères d'admission objectifs, tels qu'établis dans les présents statuts et tels que fixés en outre par le conseil d'administration, ne peut être refusée que lorsqu'ils ont commis des actes qui sont contraires aux intérêts de la société. Le conseil d'administration fixera les critères d'admission objectifs dans un règlement d'ordre intérieur. La décision du conseil d'administration concernant l'admission mentionnera le nombre de parts auxquelles le nouvel associé peut souscrire, la catégorie et le cas échéant la sous-catégorie de parts B auxquelles les parts appartiennent, le prix de souscription des nouvelles parts auquel l'associé est inscrit ainsi que les éventuelles autres conditions auxquelles le nouvel associé doit satisfaire. En cas de sur-allocation dans une sous-catégorie déterminée de parts B, le conseil d'administration réduira les souscriptions de manière proportionnelle pour tous les souscripteurs de parts de la sous-catégorie B concernée.

La souscription de parts emporte l'adhésion de l'associé aux statuts et, le cas échéant, au règlement d'ordre intérieur. La constatation de l'acceptation et de l'admission d'un nouvel associé s'effectue par une inscription au registre des parts, conformément aux dispositions de l'article 357 du Code des sociétés.

14.2. De nouveaux associés B ne peuvent être acceptés que s'ils sont majeurs et s'ils sont riverains d'une Centrale de Production qui a été attribuée par le conseil d'administration conformément à l'article 6.2 des présents statuts. Les parts appartiennent à la sous-catégorie à laquelle la Centrale de Production a été attribuée conformément à l'article 6.2 des présents statuts et dont les nouveaux associés B sont riverains. S'ils sont riverains de plus d'une Centrale de Production, ils peuvent alors choisir à quelles parts des sous-catégories concernées souscrire, étant entendu qu'ils peuvent souscrire à des parts appartenant à plus d'une sous-catégorie.

Sont considérés comme riverains, aux fins de l'application du présent article 14.2, les personnes physiques dont le domicile est situé dans la commune dont au moins une partie du territoire se situe endéans une certaine distance fixée par le conseil d'administration par rapport à chaque mât du parc d'éoliennes concerné ou de la Centrale de Production d'énergies renouvelables concernée. La distance peut varier en fonction de la Centrale de Production.

ARTICLE 15 – RETRAIT ET DEMISSION

Un associé ne peut demander le retrait de ses parts qu'à partir de la troisième année suivant l'année où il a acquis ces parts. Pour un associé B, un retrait n'est possible que si celui-ci concerne toutes les parts appartenant à une sous-catégorie déterminée de parts B, sans préjudice de la possibilité pour l'associé, le cas échéant, de rester dans une ou plusieurs autres sous-catégories B. Si un associé demande un retrait de toutes ses parts conformément à la disposition susmentionnée, il démissionne.

Le retrait des parts ainsi qu'une démission complète ne peut avoir lieu qu'au cours des six premiers mois de l'exercice social concerné. Une demande de démission ou de retrait au cours des six derniers mois de l'exercice social n'aura d'effet qu'au cours de l'exercice suivant.

La demande de retrait ou de démission s'effectue par lettre recommandée ou par courrier électronique adressée au conseil d'administration de la société. Elle n'a d'effet que le jour auquel le conseil d'administration accepte cette demande. L'acceptation est signifiée par lettre ou par courrier

électronique à l'associé concerné, avec mention de ses droits conformément à l'article 12 des présents statuts.

Le retrait ou la démission n'est permis(e) que si il ou elle:

- est approuvé(e) par le conseil d'administration qui peut refuser le retrait ou la démission pour de justes motifs (à titre d'exemple si le retrait ou la démission de la société peut occasionner à la société des problèmes de liquidité);
- n'entraîne pas une diminution de l'actif net jusqu'à un montant qui serait inférieur à la partie fixe du capital majoré des réserves non distribuables fixées par les statuts; et
- qui n'a pas pour effet d'amener le nombre d'associés à moins de trois.

ARTICLE 16- EXCLUSION

16.1 Un associé peut être exclu à tout moment pour (i) justes motifs, (ii) un manquement aux obligations qui résultent des statuts, du règlement d'ordre intérieur ou d'autres décisions des organes de la société, dont le fait de ne plus satisfaire aux conditions générales d'admission, (iii) le refus de se soumettre aux décisions du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, (iv) le non-respect de ses engagements à l'égard de la société, (v) le fait d'occasionner tout préjudice à la société, ou (vi) le fait de commettre des actes qui sont contraires aux intérêts de la société.

Dans les cas décrits au présent article 16.1 des statuts, l'exclusion a nécessairement trait à l'ensemble des parts de l'associé concerné.

16.2 Les associés d'une sous-catégorie de parts B peuvent être exclus à tout moment si les prêts ou les crédits attribués par la société pour le financement de la Centrale de Production qui a été attribuée à cette sous-catégorie (conformément à l'article 6 des présents statuts), sont intégralement et sans condition remboursés à la société.

Dans le cas décrit au présent article 16.2 des statuts, l'exclusion a trait à l'ensemble des parts de l'associé appartenant à la sous-catégorie concernée de parts B. L'associé reste titulaire de parts B d'une autre sous-catégorie qu'il détient.

16.3 Si le motif de l'exclusion en application de l'article 16.1 ou de l'article 16.2 concerne un détenteur de parts indivisaire, cette exclusion concerne alors de plein droit tous les détenteurs indivisiaires qui, conjointement avec le détenteur indivisaire concerné par le motif d'exclusion, détiennent lesdites parts concernées en indivision.

16.4 L'exclusion ne peut être prononcée que par le conseil d'administration, au moyen d'une décision motivée prise à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés. L'associé dont l'exclusion est demandée doit être invité de faire connaître ses observations par écrit au conseil d'administration dans un délai d'un mois à compter de l'envoi d'une lettre recommandée contenant la proposition motivée d'exclusion. S'il en fait la demande dans l'écrit contenant ses observations, l'associé doit être entendu. La décision est constatée dans un procès-verbal dressé et signé par le conseil d'administration, mentionnant les faits sur lesquels l'exclusion est fondée. L'exclusion est consignée dans le registre des parts et le procès-verbal est versé à ce registre. Une copie de la décision est envoyée dans un délai de trente jours à l'associé exclu.

TITRE IV - ADMINISTRATION ET CONTROLE

ARTICLE 17 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé de quatre membres au moins et de sept membres au maximum qui sont nommés par l'assemblée générale des associés. La nomination d'un administrateur n'entre en vigueur que lorsqu'il a accepté sa fonction.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent parmi ses associés, gérants, administrateurs ou membres de son personnel, qui exercera le mandat d'administrateur au nom et pour le compte de cette personne morale.

La durée du mandat des administrateurs ne peut excéder six ans. Si le nombre d'administrateurs tombe, pour quelque raison que ce soit, en dessous du minimum prévu par la loi ou les statuts, les administrateurs sortant restent en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale ne pourvoit pas à leur remplacement.

Les associés détenteurs de parts A et qui sont présents ou représentés à l'assemblée générale ont le droit de proposer des candidats à l'assemblée générale pour remplir la moitié plus un des mandats d'administrateur. À défaut d'unanimité entre les associés A, ces derniers décident à la majorité des voix liées aux parts de la catégorie A avec lesquelles ils participent à l'assemblée générale.

La majorité des associés détenteurs de parts B et qui sont présents ou représentés à l'assemblée générale ont le droit de proposer des candidats à l'assemblée générale pour remplir les autres mandats d'administrateur. Les candidats administrateurs proposés par les associés détenteurs de parts B doivent également être associés au moment où ils sont proposés et pendant toute la durée de leur mandat d'administrateur, à moins qu'ils n'aient été proposés par des associés détenteurs de parts A. Il ne peut y avoir deux associés détenteurs de parts de la même sous-catégorie de parts B siégeant au conseil d'administration. Si l'administrateur concerné n'est plus détenteur de parts B de la société, il est démissionnaire de plein droit. Si deux administrateurs, par suite d'une acquisition de parts B après leur nomination, sont détenteurs de parts de la même sous-catégorie de parts B, le premier nommé est démissionnaire de plein droit.

Lorsque tous les mandats ne sont pas pourvus, les mandats restants sont pourvus sur proposition des associés détenteurs de parts A.

Les administrateurs peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée générale statuant à la majorité simple et à la majorité des associés A présents ou représentés.

Chaque membre du conseil d'administration peut démissionner au moyen d'une notification écrite au conseil d'administration.

ARTICLE 18– VACANCE PREMATUREE

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination d'un nouvel administrateur par l'assemblée générale. La nomination est mise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. En cas de démission d'un administrateur proposée par les associés A, un administrateur sera coopté parmi les candidats proposés par ces associés. Tout administrateur ainsi nommé par l'assemblée générale termine le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

ARTICLE 19– PRESIDENT – VICE-PRESIDENT

Le conseil d'administration élit à la majorité simple, parmi les administrateurs nommés sur proposition des associés A, un président et un vice-président.

ARTICLE 20 - REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil se réunit sur la convocation de son président, ou éventuellement de son vice-président, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Le conseil d'administration est également convoqué si deux administrateurs, dont un administrateur nommé sur proposition des associés A, en font la demande.

Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion. Elles sont envoyées au moins deux jours francs avant la réunion par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen écrit. Dans des cas exceptionnels, lorsque le délai de convocation mentionné ci-dessus n'est pas approprié, le délai de convocation peut être plus court. Si nécessaire, une convocation peut être effectuée par téléphone en complément des modes de convocation mentionnés ci-dessus.

En cas d'empêchement du président, le conseil d'administration est présidé par le vice-président ou par le membre du conseil d'administration le plus âgé, nommé sur proposition des associés A.

Si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés et marquent leur accord sur l'ordre du jour, il ne doit pas être justifié de la régularité de la convocation.

Les réunions du conseil d'administration peuvent être valablement tenues par vidéo-conférence ou par conférence téléphonique. La réunion est dans ce cas considérée comme ayant été tenue au siège social de la société pour autant qu'un administrateur au moins ait pris part physiquement à la réunion depuis ce siège. Le procès-verbal est signifié par lettre, télécopie, courrier électronique. L'original est ensuite envoyé en tant que circulaire pour signature.

ARTICLE 21- DELIBERATION

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et si au moins deux des membres présents ou représentés sont des administrateurs désignés sur proposition des associés A. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil sera convoqué avec le même ordre du jour qui pourra valablement délibérer et prendre des décisions sur l'ordre du jour. La convocation à cette seconde réunion sera envoyée au moins deux jours francs avant la réunion.

Cette seconde réunion doit se tenir au plus tôt le septième jour et au plus tard le quatorzième jour après la première réunion et peut décider sur les points qui figuraient à l'ordre du jour si au moins deux des membres présents ou représentés sont des administrateurs qui ont été nommés sur proposition des associés A.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises. Les votes blancs et irréguliers ne peuvent être ajoutés aux voix émises. En cas de partage des voix, la voix du président, ou en son absence, la voix du vice-président ou, en l'absence de ce dernier, du membre le plus âgé du conseil d'administration nommé sur proposition des associés A, est prépondérante.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour qu'avec l'accord de l'ensemble du conseil d'administration et pour autant que tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner procuration à un autre administrateur par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen écrit pour le représenter à une réunion du conseil d'administration. Personne ne peut cependant représenter plus d'un administrateur.

L'administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant des pouvoirs du conseil d'administration doit en informer le conseil d'administration avant la délibération et la prise de décision sur le point à l'ordre du jour concerné. Le procès-verbal fait mention des motifs du conflit d'intérêts de l'administrateur concerné. L'administrateur concerné peut prendre part à la délibération et au vote.

ARTICLE 22- PROCES-VERBAUX

Les délibérations et les décisions du conseil d'administration, y compris celles adoptées au cours de vidéo-conférences, de conférences téléphoniques ou par consentement écrit unanime, sont constatées dans des procès-verbaux signés par au moins deux administrateurs. Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits des procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou deux administrateurs. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

ARTICLE 23 - COMPETENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet social, à l'exception des actes réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déléguer à un mandataire, qui ne doit pas nécessairement être associé ou administrateur, tout ou partie de ses pouvoirs pour des objets spéciaux ou déterminés.

ARTICLE 24- REMUNERATION

Le mandat d'administrateur est exercé à titre gratuit. Une rémunération (à l'exclusion d'une participation aux bénéfices) peut toutefois être accordée pour des missions spéciales ou permanentes dont sont chargés les administrateurs.

ARTICLE 25- REPRESENTATION

La société est valablement représentée dans tous ses actes, y compris la représentation en justice, par deux administrateurs, dont un est désigné sur proposition des associés A, n'ayant pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable ou d'un mandat du conseil d'administration.

La société est par ailleurs valablement représentée par tout mandataire spécial agissant dans les limites de ses pouvoirs.

TITRE V - ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 26 - COMPOSITION ET POUVOIRS

L'assemblée générale régulièrement constituée représente tous les associés. Les décisions prises par l'assemblée générale sont contraignantes pour tous les associés, même absents ou dissidents.

ARTICLE 27- REUNIONS

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le troisième vendredi du mois de juin à 10 heures. Une assemblée générale spéciale ou extraordinaire peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire mentionne au moins les points suivants: la discussion du rapport annuel établi par le conseil d'administration et, le cas échéant, du rapport du(es) commissaire(s), la discussion et l'approbation des comptes annuels, l'affectation du bénéfice net, la décharge à accorder aux administrateurs et, le cas échéant, au(x) commissaire(s) et, s'il y a lieu, la nomination d'administrateur(s) et de commissaire(s).

L'assemblée générale ordinaire se réunit au siège social de la société, sauf décision contraire du conseil d'administration.

ARTICLE 28 - CONVOCATION

Le conseil d'administration peut, sur décision prise à la majorité simple, convoquer l'assemblée générale, chaque fois qu'il le juge utile. Le président ou le vice-président du conseil d'administration se charge de la convocation.

L'assemblée générale doit être convoquée chaque fois que des associés représentant conjointement un cinquième du capital souscrit, ou bien le commissaire, le demandent. L'assemblée générale doit alors être convoquée au cours du mois qui suit la réception d'une telle demande par le conseil d'administration.

La convocation à l'assemblée générale a lieu au moins trente jours avant l'assemblée prévue et est exclusivement effectuée par courrier électronique aux associés qui ont communiqué leurs coordonnées à cet effet à la société et au moyen d'une publication sur le site web de la société. Les associés peuvent demander au conseil d'administration à recevoir la convocation par lettre recommandée.

Au plus tard quinze jours avant la date de l'assemblée, chaque associé peut demander l'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour. L'ordre du jour complémentaire et les documents y afférents sont envoyés dans les huit jours à tous les associés. Une copie de la convocation est adressée aux administrateurs et commissaire(s) éventuel(s).

Les convocations adressées aux détenteurs de titres nominatifs sont considérées comme ayant été faites à la date d'envoi des lettres missives.

ARTICLE 29 - CONDITIONS D'ADMISSION

Pour être admis à l'assemblée générale, et pour autant que le conseil d'administration l'exige dans les convocations, les associés doivent communiquer au conseil d'administration leur intention de participer à l'assemblée générale, dans le délai indiqué dans la convocation.

ARTICLE 30 - REPRESENTATION

Tout associé peut donner procuration, par lettre, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit portant sa signature, pour le représenter à une assemblée générale. Le mandataire ne doit pas être associé. Un mandataire ne peut pas représenter plus d'un associé de la même catégorie ou, le cas échéant, de la même sous-catégorie de parts B.

Le conseil d'administration peut arrêter la forme des procurations dans les convocations et exiger que celles-ci soient déposées à l'endroit et dans le délai indiqués dans la convocation.

ARTICLE 31 - BUREAU

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou en l'absence de celui-ci, par le vice-président, ou en l'absence de ce dernier, par l'administrateur le plus âgé proposé par les associés A. Le président nomme le secrétaire et désigne deux scrutateurs parmi les associés présents. Le président, les administrateurs présents, les deux scrutateurs et le secrétaire composent le bureau de l'assemblée.

Le bureau établit avant toute décision une liste des présences, laquelle doit être signée par tout associé ou mandataire présent avec mention du nombre de parts et, le cas échéant, la (sous-)catégorie de parts B, à laquelle elles appartiennent, que l'associé détient ou représente.

ARTICLE 32 - PROROGATION

La décision relative à l'approbation des comptes annuels peut, séance tenante, être prorogée à trois semaines, par décision du conseil d'administration.

Une éventuelle prorogation n'affecte pas les autres décisions prises, sauf décision contraire de l'assemblée générale. L'assemblée générale suivante peut arrêter définitivement les comptes annuels. Les mandats déposés pour la première

assemblée restent valables pour la seconde assemblée, pour les points qui figuraient à l'ordre du jour de la première assemblée.

ARTICLE 33 - NOMBRE DE VOIX - EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède de parts. Toutefois, le nombre de voix valablement émises par chacun, pour lui personnellement et en tant que mandataire, ne peut être supérieur à un dixième des parts présentes ou représentées. Les associés pour lesquels l'exercice du droit de vote a été suspendu ne peuvent prendre part au vote.

ARTICLE 34 - DELIBERATIONS ET VOTE

Sauf disposition légale ou statutaire contraire expresse, toute décision est valablement prise par l'assemblée générale à la majorité des voix valablement émises par les associés présents ou représentés.

Lorsque l'assemblée générale doit se prononcer sur une modification des statuts ou sur la dissolution de la société, une décision n'est valablement prise qu'à la majorité des trois quarts des voix des associés présents ou représentés et avec la moitié plus un des voix des associés A. Les abstentions ou les votes non valablement émis ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité requise.

L'assemblée générale ne peut voter sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour sauf si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et décident à l'unanimité d'ajouter ces points à l'ordre du jour.

Pour autant que la divulgation d'informations ne soit pas de nature à causer un préjudice grave à la société, aux associés ou au personnel de la société, les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les associés au sujet de leur rapport de gestion ou des points portés à l'ordre du jour. Le(s) commissaire(s) répond(ent) aux questions qui lui (leur) sont posées par les associés au sujet de son (leur) rapport.

Si, lors de la nomination d'un administrateur (ou du (des) commissaire(s)), aucun des candidats n'obtient la majorité absolue des voix émises, il est procédé à un nouveau vote entre les deux candidats qui ont obtenu le nombre de voix le plus élevé. En cas de partage des voix lors de ce nouveau vote, le candidat le plus âgé est élu.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité simple des voix émises.

ARTICLE 35- PROCES-VERBAUX

Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont inscrits ou versés dans un registre spécial et sont signés par les membres du bureau et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur.

Chaque associé peut prendre connaissance des procès-verbaux au siège de la société.

TITRE VI - COMPTES ANNUELS - REPARTITION DES BENEFICES - CONTROLE

ARTICLE 36 - COMPTES ANNUELS

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire avec application des règles de valorisation arrêtées par le conseil d'administration. Les administrateurs établissent les comptes annuels dès que les comptes sont mis en conformité avec les données de l'inventaire. Ces comptes annuels se composent du bilan, du compte de résultats

et du commentaire. Dans la mesure où la loi l'impose, le conseil d'administration établit également un rapport dans lequel il rend compte de sa gestion de la société. Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société, ainsi que les autres éléments requis par le Code des sociétés.

Des livres spéciaux et un bilan spécial ainsi qu'un compte de profits et pertes sont établis pour les recettes qui proviennent de l'investissement et du financement concernant chaque Centrale de Production, pour laquelle le conseil d'administration a établi une sous-catégorie spéciale de parts B. Les coûts généraux qui ne peuvent être directement imputés à une Centrale de Production déterminée sont répartis entre toutes les recettes selon une clé de répartition à déterminer chaque année par le conseil d'administration, en fonction de l'importance relative des recettes de chaque Centrale de Production.

ARTICLE 37- APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

L'assemblée générale ordinaire entend, le cas échéant, le rapport annuel et le rapport du(es) commissaire(s) et statue sur l'approbation des comptes annuels tels que proposés par le conseil d'administration.

Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, du(es) commissaire(s). Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent aucune omission, ni fausse indication dissimulant la situation réelle de la société, et, en ce qui concerne les actes faits en violation du Code des sociétés ou des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Dans les trente jours suivant leur approbation par l'assemblée, les comptes annuels et, le cas échéant, le rapport de gestion, ainsi que les autres documents requis en vertu du Code des sociétés, sont déposés à la Banque Nationale de Belgique par les soins du conseil d'administration.

ARTICLE 38 – AFFECTATION ET DISTRIBUTION DES BENEFICES

Le bénéfice réalisé est affecté comme suit :

- Sur le bénéfice net mentionné dans les comptes annuels, il est prélevé annuellement un montant de cinq pourcent pour la constitution de la réserve légale, ce prélèvement n'étant plus obligatoire lorsque la réserve atteint dix pourcent du capital souscrit ;

- Après la constitution de la réserve légale, l'assemblée générale alloue un premier dividende aux associés B, étant entendu que les parts B de chaque sous-catégorie donnent exclusivement droit à un dividende qui est alloué sur les recettes de la Centrale de Production d'après laquelle la sous-catégorie a été nommée; les coûts qui sont spécifiques à une sous-catégorie déterminée de parts B ou à une Centrale de Production déterminée ne sont déduits que des recettes allouées aux parts de cette sous-catégorie de parts B; les coûts généraux de la société sont répartis de manière égale conformément à la clé de répartition établie par le conseil d'administration conformément à l'article 36 des présents statuts;

- Après le paiement du premier dividende, l'assemblée générale peut décider de constituer une réserve disponible;

- Sur proposition du conseil d'administration, le solde éventuellement restant est attribué sous forme d'un second dividende aux associés A.

Si le solde créditeur est insuffisant pour allouer le premier dividende susmentionné, les associés concernés conservent leur droit à ce dividende

l'année suivante. Les éventuelles réserves disponibles peuvent, par décision de l'assemblée générale, être réparties entre les associés, sous forme de dividendes.

Le dividende par part ne peut en aucun cas être supérieur au montant qui a été fixé conformément à l'Arrêté royal du huit janvier mil neuf cent soixante-deux fixant les conditions d'agrération des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, pour le Conseil national de la Coopération. Le conseil d'administration communiquera ce montant chaque année sur le site web de la société.

La ristourne éventuelle à accorder ne peut être attribuée aux associés que proportionnellement aux opérations qu'ils ont effectuées avec la société.

Le paiement des dividendes non réclamés est prescrit en faveur de la société à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la mise en paiement.

ARTICLE 39 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les dividendes sont payés à la date et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

ARTICLE 40 – CONTRÔLE

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à refléter dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires. Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale des associés, parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprise. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être révoqués que pour juste motif par l'assemblée générale.

Au plus tard un mois avant l'assemblée annuelle, le conseil d'administration remet les comptes annuels, accompagnés du rapport annuel, au commissaire. Le commissaire exécute les activités de contrôle et établit le rapport de contrôle.

TITRE VII - DISSOLUTION - REPARTITION

ARTICLE 41 - LIQUIDATION

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateur(s), nommé(s) par l'assemblée générale. Le(s) liquidateur(s) n'entre(nt) en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de commerce, de sa/leur nomination. A défaut de nomination de liquidateur(s), les membres du conseil d'administration sont considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Les liquidateurs forment un collège. Le(s) liquidateur(s) dispose(nt) des pouvoirs les plus étendus conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés, sauf restrictions imposées par l'assemblée générale.

Le(s) liquidateur(s) est/sont tenu(s) de convoquer une assemblée générale chaque fois que des associés représentant le cinquième du capital souscrit le demandent.

L'assemblée générale fixe les émoluments du/des liquidateur(s).

ARTICLE 42 - REPARTITION

Après apurement de toutes les dettes et frais de la société, l'actif net sera en premier lieu au remboursement des versements effectués pour la libération des parts. Le solde est réparti par parts égales entre toutes les parts.

Le conseil d'administration et le(s) liquidateur(s) désigné(s) par l'assemblée générale feront une proposition concernant l'affectation du solde à l'assemblée générale, qui décidera elle-même de la clôture de la liquidation. Le solde éventuel de la liquidation doit à tout moment être affecté en tenant compte des objectifs de la société.

Avant que la liquidation ne soit clôturée, les liquidateurs soumettent le plan de répartition des actifs entre les différents créanciers à l'accord du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel la société a son siège.

Tous les droits et créances des anciens associés ou de leurs ayants droit, en ce qui concerne leurs droits sociaux ou la liquidation de leur part, prennent fin à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la cessation de la qualité de membre ou à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la clôture de la liquidation, en cas de dissolution de la société. L'interruption de la prescription prend effet par lettre recommandée adressée au conseil d'administration.

TITRE VIII - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 43 - ELECTION DE DOMICILE

Tout administrateur ou liquidateur domicilié à l'étranger fait élection de domicile pendant l'exercice de son mandat au siège social de la société, où toutes significations et notifications relatives aux affaires de la société et à la responsabilité de sa gestion, peuvent valablement être faites à son nom, à l'exception des convocations envoyées conformément aux présents statuts.

Les associés sont tenus de communiquer à la société tout changement de domicile. A défaut, ils sont considérés comme ayant élu domicile au dernier domicile connu.

ARTICLE 44 - LITIGES

Tout litige entre la société, ses associés, administrateurs, liquidateurs et éventuel(s) commissaire(s) et ayant trait aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire dans lequel la société a son siège social.

DISPOSITIONS FINALES

A. Nominations des premiers administrateurs.

Le nombre d'administrateurs est fixé à quatre (4).

Sont nommés en qualité d'administrateurs, pour une durée de six (6) ans, sur proposition des associés A :

- Monsieur LÉCHAUDÉ Didier, domicilié à 1050 Ixelles, clos Médicis 9, ici présent et qui accepte ;
- Monsieur PRIEM Nico, domicilié à 8340 Damme, Pannepolderstraat 10,
- Madame NAESENS Ann, domiciliée à 1500 Halle, Albrecht Ardeveldestraat 39,
- Monsieur THOMAS Anthony, domicilié à 3080 Duisburg, Kriekenbergstraat 38.

Ces trois derniers sont ici représentés par Monsieur Didier LÉCHAUDÉ en vertu de 3 procurations qui resteront ci-annexées et acceptent.

Ce mandat sera exercé à titre gratuit pendant toute la durée de celui-ci.

La nomination des administrateurs n'aura d'effet qu'au jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale.

B. Commissaire.

Est appelée aux fonctions de commissaire, la société civile à forme de société coopérative à responsabilité limitée « DELOITTE, Réviseurs d'Entreprises », ayant son siège social à 1831 Diegem, Pegasus Park, Berkenlaan 8/B, laquelle sera représentée pour l'exercice de ces fonctions par Monsieur Dirk Cleymans, réviseur d'entreprises.

Sauf réélection, le mandat du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée ordinaire suivant la clôture du troisième exercice social.

Les émoluments du commissaire sont fixés, pour toute la durée de son mandat, à la somme de 2.500 euros par an.

La nomination n'aura d'effet qu'au jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale.

C. Président du conseil d'administration

Les personnes désignées ci-avant administrateurs, présentes ou représentées comme il a été exposé, déclarent prendre à l'unanimité les décisions suivantes :

- est appelé aux fonctions de président du conseil d'administration, pour la durée de son mandat d'administrateur : Monsieur LÉCHAUDÉ Didier,

Cette fonction n'est pas rémunérée.

La nomination n'aura d'effet qu'au jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale

D. Premier exercice social.

Le premier exercice social commencera le jour de l'acquisition par la société de la personnalité morale et finira le trente et un décembre deux mille treize.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu en deux mille deux mille quatorze.

E. Début des activités.

Le début des activités de la société est fixé à son immatriculation au registre de commerce.

Pouvoirs.

Tous pouvoirs, avec faculté de subdéléguer à Madame Suzanne Fondu, aux fins d'assurer les formalités auprès de tout guichet d'entreprise, du registre de commerce et, le cas échéant, des services de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Droit d'écriture

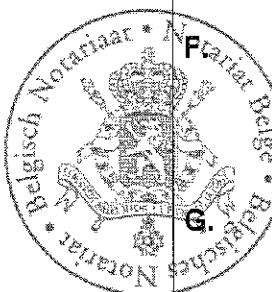
Le droit d'écriture (Code des droits et taxes divers) s'élève à nonante-cinq euros (95 EUR) et est payé sur déclaration par le notaire soussigné.

DONT ACTE

Passé au date et lieu indiqués ci-dessus.

Après lecture intégrale et commentée, les comparants, représentés comme il a été exposé, ont signé avec le notaire.

(suit le texte néerlandais)



Electrabel CoGreen

Afgekort CoGreen

Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid

Met maatschappelijke zetel in Brussel (1000 Brussel), Simon Bolivarlaan 34.

OPRICHTING – BENOEMING

HET JAAR TWEEDUIZEND DERTIEN.

Op vijfentwintig maart

Voor Damien HISSETTE, geassocieerde notaris te Brussel.

In de maatschappelijke zetel.

ZIJN VERSCHENEN:

1. De naamloze vennootschap ELECTRABEL, met zetel te Brussel (1000 Brussel), Simon Bolivarlaan 34, ondernemingsnummer 0403.170.701, hier vertegenwoordigd door de heer LÉCHAUDÉ Didier, zoals hierna genoemd, ingevolge een onderhandse volmacht die hier aangehecht zal blijven.
2. De naamloze vennootschap TELFIN, met zetel te Brussel (1000 Brussel), Troonplein 1, ondernemingsnummer 0427.428.025, hier vertegenwoordigd door de heer BOOGAERTS Erwin, wonende te 2600 Berchem, Leerkens 19, ingevolge een onderhandse volmacht die hier aangehecht zal blijven.
3. De coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid GENFINA, met zetel te Brussel (1000 Brussel), Troonplein 1, ondernemingsnummer 0435.084.986, hier vertegenwoordigd door de heer BOOGAERTS Erwin, voornoemd, ingevolge een onderhandse volmacht die hier aangehecht zal blijven.

Hierna "de comparanten" genoemd.

Die mij notaris, gevraagd hebben bij authentieke akte de oprichting en de statuten vast te stellen van de hierna genoemde handelsvennootschap.

OPRICHTING.

A. Rechtsvorm – naam – zetel.

Er wordt een vennootschap opgericht onder de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid met de naam « Electrabel CoGreen », afgekort « CoGreen ».

De zetel wordt voor het eerst gevestigd te Brussel (1000 Brussel), Simon Bolivarlaan 34.

B. Kapitaal – aandelen – volstorting.

Het maatschappelijk kapitaal bedraagt achttienduizend zevenhonderd vijftig euro (18.750 EUR). Het is volledig geplaatst en volledig volgestort.

Het is vertegenwoordigd door honderd vijftig (150) aandelen, waarop als volgt in geld wordt ingeschreven tegen de prijs van honderd vijfentwintig euro (125 EUR) per aandeel :

- De naamloze vennootschap ELECTRABEL verklaart op honderd achtenveertig (148) aandelen van categorie A in te schrijven, die zij volledig volstort.
- De naamloze vennootschap TENFIN verklaart op één (1) aandeel van categorie A in te schrijven, die zij volledig volstort.
- De coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid GENFINA verklaart op één (1) aandeel van categorie A in te schrijven, die zij volledig volstort.

De comparanten verklaren en erkennen dat op alle en elk van deze aandelen werd ingeschreven en dat ze werden volstort zoals hierboven gezegd en dat de vennootschap, bijgevolg, vanaf de verkrijging van de rechtspersoonlijkheid over een bedrag van achttienduizend zeventiendertig euro (18.750 EUR) kan beschikken, gedeponeerd op een bijzondere rekening geopend op naam van de vennootschap in oprichting bij ING Bank.

C. Financieel plan.

De comparanten erkennen dat ondergetekende notaris hen toelichting verstrekt heeft over de beschikkingen van het Wetboek van vennootschappen betreffende het financieel plan en betreffende de verantwoordelijkheid van de oprichters van een vennootschap wanneer deze opgericht wordt met een kennelijk ontoereikend kapitaal.

D. Quasi inbreng - Oprichtingskosten - Overname van de verbintenissen genomen in naam van de op te richten vennootschap.

De comparanten erkennen dat ondergetekende notaris hen meegeleid heeft dat :

- indien de vennootschap binnen de twee jaar te rekenen vanaf de oprichting, overweegt een vermogensbestanddeel te verwerven onder de vorm van een aankoop of een ruiling, dat toebehoort aan één van de oprichters, bestuurders of vennoten, en waarvan de tegenwaarde minstens gelijk is aan één tiende van het geplaatste kapitaal, deze verwerving onderworpen is aan de goedkeuring van de algemene vergadering. In dat geval dient voorafgaandelijk aan de vermelde algemene vergadering een verslag opgemaakt te worden door de commissaris of bij ontstentenis door een bedrijfsrevisor aangesteld door het bestuur, alsook een bijzonder verslag opgesteld door het bestuur.

het bedrag van de kosten en de lasten die ten laste van de vennootschap komen bij benadering duizend honderd en tien euro (1.110 EUR) euro bedraagt.

- de verbintenissen aangegaan in naam van de vennootschap in oprichting door de vennootschap moeten overgenomen worden, bij beslissing van het bestuur, binnen de twee maand na de verkrijging van de rechtspersoonlijkheid door de vennootschap.

E. Basiskennis van het bedrijfsbeheer en beroepskennis.

De comparant sub 1 verklaart op haar eer bij monde van haar vertegenwoordiger dat zij niet voldoet aan de definitie van "KMO" zoals omschreven in artikel 2 van de programrawet van tien februari negentienhonderd achtennegentig. De comparanten verklaren bijgevolg op hun eer dat huidige vennootschap zelf niet aan de definitie van "KMO" beantwoordt zoals omschreven door gezegde wet.

STATUTEN

TITEL I - NAAM - ZETEL - DOEL - DUUR

ARTIKEL 1 - RECHTSVORM EN NAAM

De vennootschap is een handelsvennootschap die de vorm heeft aangenomen van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. Haar benaming luidt: "Electrabel CoGreen", afgekort als "CoGreen".

Deze naam moet steeds worden voorafgegaan of gevolgd door de woorden "coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid" of de afkorting "CVBA".

ARTIKEL 2 - ZETEL

De zetel is gevestigd te 1000 Brussel, Simon Bolivarlaan 34, gerechtelijk arrondissement Brussel. De raad van bestuur kan de zetel, zonder dat hiervoor een statutenwijziging is vereist, verplaatsen naar iedere andere plaats in België mits inachtneming van de taalwetgeving. De raad van bestuur draagt zorg voor de publicatie van elke verplaatsing van de zetel van de vennootschap in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

De raad van bestuur is eveneens bevoegd kantoren, bedrijfszetels, bijkantoren en dochtervennootschappen op te richten in België en in het buitenland.

ARTIKEL 3 - DOEL

De vennootschap heeft tot doel :

a. de werving van coöperatief kapitaal voor de oprichting, de ontwikkeling van en de investering in de productie en uitbating van elektriciteitsproductiemiddelen, zoals onder meer, maar niet beperkt tot, windmolenvelden en productiecentrales voor hernieuwbare energie (hierna, "Productiecentrale");

b. het verenigen van verbruikers van alternatieve, duurzame en hernieuwbare energie;

c. de voorbereiding, opstelling en verspreiding van analyses en studies en hun resultaten met betrekking tot het voorgaande, met in het bijzonder de mogelijkheid tot het verlenen van diensten, zoals het opstellen van een energetisch bilan, inzake voormelde benutting van hernieuwbare energiebronnen;

d. de bevordering, de studie, de sensibilisering en de promotie van hernieuwbare energie in haar diverse toepassingen; en

e. het verstrekken van financiële middelen onder de vorm van kapitaal of vreemd vermogen aan rechtspersonen die één van de doelstellingen zoals vermeld sub (a) tot en met (d) nastreven.

De vennootschap mag alle industriële, handels-, financiële, roerende en onroerende verrichtingen verwezenlijken die rechtstreeks of onrechtstreeks haar onderneming kunnen uitbreiden of bevorderen.

Zij mag alle roerende en onroerende goederen verwerven, zelfs als deze rechtstreeks noch onrechtstreeks verband houden met het doel van de vennootschap. Zij mag zich borg stellen of zakelijke of persoonlijke zekerheden verlenen ten voordele van vennootschappen of particulieren, en dit in de meest ruime zin.

Zij kan, op welke wijze ook, belangen nemen in alle verenigingen, zaken, ondernemingen of vennootschappen die eenzelfde, gelijkaardig of verwant doel nastreven of die haar onderneming kunnen bevorderen of de afzet van haar producten of diensten kunnen vergemakkelijken, en ze kan ermee samenwerken of fuseren.

ARTIKEL 4 - DUUR

De vennootschap wordt opgericht voor een onbepaalde duur vanaf de datum van haar oprichting.

TITEL II - KAPITAAL - AANDELEN

ARTIKEL 5 - MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL

Het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap wordt gevormd door het bedrag van de door de vennoten onderschreven aandelen. Het omvat een vast en een veranderlijk gedeelte, dit laatst gedeelte zijnde niet onbeperkt.

Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal bedraagt achttienduizend zevenhonderd vijftig euro (18.750 EUR) en kan enkel worden verhoogd of verlaagd bij beslissing van de algemene vergadering, die

beraadslaagt en beslist op de wijze vereist voor een wijziging van de statuten. Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt uitsluitend vertegenwoordigd door aandelen van categorie A, zoals omschreven in artikel 6 van deze statuten.

Het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap is veranderlijk wat het bedrag betreft dat het vast gedeelte te boven gaat. Dit gedeelte varieert ingevolge de toetreding, de uitstoting of de uitsluiting van vennoten, van het bijnemen en terugnemen van aandelen en door alle gevallen van beëindiging van het aandeelhouderschap van rechtswege. Het veranderlijk gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt vertegenwoordigd door aandelen van categorie A en van categorie B, zoals hieronder omschreven.

Met betrekking tot de aanpassing van het veranderlijk gedeelte van het kapitaal is geen wijziging van de statuten vereist. Ten aanzien van het veranderlijk gedeelte van het kapitaal wordt inzake een kapitaalverhoging besloten door de raad van bestuur bij gewone meerderheid.

ARTIKEL 6 - CATEGORIEËN EN SUBCATEGORIEËN VAN AANDELEN

6.1. De aandelen van de vennootschap zijn ingedeeld in twee categorieën van aandelen:

- De aandelen van categorie A (hierna de "aandelen A" genoemd) met een nominale waarde van 125 EUR elk, zijn voorbehouden aan de oprichters van de vennootschap of aan andere personen die overeenkomstig artikel 11 of artikel 14.1 van deze statuten aandelen A verwerven. Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt uitsluitend vertegenwoordigd door aandelen A; aandelen A kunnen ook worden uitgegeven in het kader van het veranderlijk kapitaal.
- De aandelen van categorie B (hierna de "aandelen B" genoemd) met een nominale waarde van 125 EUR elk, zijn voorbehouden aan de natuurlijke personen die als vennoot door de raad van bestuur worden aanvaard overeenkomstig artikel 14.2 van deze statuten. De aandelen B vertegenwoordigen uitsluitend het veranderlijk gedeelte van het maatschappelijk kapitaal.

Behoudens andersluidende beslissing van de raad van bestuur kan een vennoot B op een gegeven ogenblik maximaal 20 aandelen B bezitten ongeacht of deze tot één of meer subcategorie(en) aandelen B behoren.

6.2. De aandelen B worden door de raad van bestuur, ter gelegenheid van hun uitgifte, als volgt in subcategorieën onderverdeeld. Aan iedere subcategorie van aandelen B wordt ter gelegenheid van de uitgifte van de eerste aandelen die tot deze subcategorie behoren, een welbepaalde Productiecentrale door de raad van bestuur toegewezen, waarvan het de naam zal dragen. Het kapitaal dat wordt volgestort op aandelen van een subcategorie van aandelen B wordt uitsluitend aangewend voor investeringen in, en financieringen van, de aan deze subcategorie toegewezen Productiecentrale.

De kosten verbonden aan de Productiecentrale worden toegewezen aan de betrokken subcategorie aandelen B en een proportioneel deel van de algemene kosten van de vennootschap worden toegerekend aan de desbetreffende subcategorie van aandelen B volgens de verdeelsleutel vastgesteld in artikel 36 van deze statuten. In de boekhouding en verslaggeving van de vennootschap wordt een onderscheid gemaakt tussen de kosten verbonden aan de investering in, en de financiering van, elke Productiecentrale.

6.3. Buiten de aandelen die een inbreng vertegenwoordigen, mag geen enkel andere soort effect, ongeacht hun naam, worden uitgegeven die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winst.

ARTIKEL 7 - VOLSTORTING

Naast de plicht tot volstorting van het vast gedeelte van het kapitaal ten belope van 6.200 EUR, dient elk aandeel volledig te worden volgestort.

Boven het bedrag dat op hun aandelen moet worden gestort, zijn de vennooten niet persoonlijk aansprakelijk voor de verbintenissen van de vennootschap, noch gehouden bij te dragen in de verliezen van de vennootschap.

Indien een vennoot de opgevraagde storting op zijn aandelen niet heeft verricht binnen de door de raad van bestuur bepaalde termijn, wordt de uitoefening van de rechten verbonden aan de betrokken aandelen van rechtswege geschorst, onverminderd de bevoegdheid om de vennoot uit te sluiten. Daarnaast is de vennoot van rechtswege vanaf de dag, waarop de termijn bepaald door de raad van bestuur voor de volstorting verstrijkt, aan de vennootschap een nalatigheidinterest verschuldigd gelijk aan de wettelijke interest vermeerderd met 2 procentpunten.

ARTIKEL 8 - REGISTER VAN AANDELEN

De vennootschap houdt op haar zetel een aandelenregister bij overeenkomstig de bepalingen van artikel 357 van het Wetboek van vennootschappen, waarvan de vennooten ter plaatse inzage kunnen nemen en waarin voor ieder van hen wordt aangetekend:

- a. de naam, de voornamen en de woonplaats van elke vennoot die natuurlijk persoon is en de maatschappelijke benaming en zetel, vorm en ondernemingsnummer van elke vennoot die rechtspersoon is;
- b. het aantal aandelen met vermelding van de categorie, en in voorkomend geval de subcategorie van aandelen B, waartoe de betrokken aandelen behoren, dat elke vennoot bezit, alsmede de inschrijvingen op nieuwe aandelen en de terugbetalingen, met opgave van de data;
- c. de overgangen en overdrachten van aandelen, met hun datum;
- d. de datum van toetreding, uittreding of uitsluiting van elke vennoot;
- e. de gedane stortingen; en
- f. de opgave van de bedragen die voor de uittreding, voor de gedeeltelijke terugneming van aandelen en voor de terugneming van stortingen worden aangewend.

De raad van bestuur is met de inschrijvingen op de aandelen belast. Hij kan deze opdracht delegeren. De inschrijvingen geschieden op grond van bewijskrachtige, gedateerde en ondertekende documenten. Deze stukken worden aan het aandelenregister toegevoegd. Inschrijvingen vinden plaats in de volgorde van hun datum van voorlegging.

De toetreding heeft uitwerking vanaf het ogenblik dat de aandelen zijn ingeschreven in het aandelenregister. De uittreding van een vennoot wordt door de raad van bestuur ingeschreven in het aandelenregister naast de naam van de uittredende vennoot en heeft uitwerking vanaf dit ogenblik.

Aan de vennooten die erom verzoeken zal een afschrift worden verstrekt van de inschrijvingen in het aandelenregister die op hen betrekking hebben. Dit verzoek dient te worden gericht aan de raad van bestuur bij aangetekend

schrijven. De afschriften kunnen niet als bewijs worden gebruikt tegen de vermeldingen in het aandelenregister.

ARTIKEL 9 - AARD VAN DE AANDELEN

De aandelen zijn op naam.

ARTIKEL 10 - UITOEFENING VAN AAN DE AANDELEN VERBONDEN RECHTEN

Ten aanzien van de vennootschap zijn de aandelen ondeelbaar. De vennootschap erkent slechts één eigenaar per aandeel op naam voor wat betreft de uitoefening van de aan dat aandeel verbonden rechten, met name de eigenaar waarvan de naam in het aandelenregister is ingeschreven.

Indien een aandeel aan verschillende personen toebehoort of indien de aan een aandeel verbonden rechten zijn verdeeld over meer personen, kan de raad van bestuur de uitoefening van de eraan verbonden rechten opschorten totdat één enkele persoon tegenover de vennootschap als vennoot is aangewezen.

Zijn de aandelen bezwaard met vruchtgebruik, dan bezit de vruchtgebruiker het stemrecht behoudens verzet vanwege de blote eigenaar. In geval van verzet wordt het stemrecht opgeschort tot één enkele persoon tegenover de vennootschap als vennoot is aangewezen; de vennootschap kan aan de betrokken rechthebbenden alle stukken voor bewijs van deze aanwijzing vragen.

ARTIKEL 11 - OVERDRACHT VAN AANDELEN

Aandelen B kunnen niet worden overgedragen.

Aandelen A kunnen worden overgedragen aan andere vennoten of aan derden mits voorafgaandelijke goedkeuring door de raad van bestuur.

De aandelen van de vennootschap kunnen niet in pand worden gegeven en zijn evenmin vatbaar voor beslag. Schuldeisers van een vennoot kunnen desgevallend wel beslag leggen in handen van de vennootschap op de dividenden en/ of op de ristorno's, die aan de beslagene kunnen toekomen alsmede op het aandeel dat hem na zijn terugname, uittreding of uitsluiting, dan wel na de ontbinding van de vennootschap bij vereffening zou kunnen worden toegekend.

De aandelen in de vennootschap zijn persoonlijk bezit en niet overdraagbaar bij overlijden, faillissement, onbekwaamverklaring of kennelijk onvermogen of elke hypothese waarin de bekwaamheid van een vennoot ten gevolge van een gerechtelijke maatregel wordt beperkt. De rechthebbenden hebben als schuldeiser uitsluitend recht op de tegenwaarde van de aandelen vastgesteld overeenkomstig artikel 12 van de statuten.

ARTIKEL 12 - TERUGBETALING VAN AANDELEN

De vennoot die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of werd uitgesloten uit de vennootschap, heeft recht op de tegenwaarde van zijn aandelen zoals die blijkt uit de goedgekeurde jaarrekening van het boekjaar waarin het lidmaatschap ophield of de gedeeltelijke terugneming of uitsluiting werd aanvaard respectievelijk beslist, met uitzondering van de reserves, in voorkomend geval na aftrek van de belastingen waartoe de terugbetaling aanleiding kan geven. De vennoot heeft bij het einde van zijn lidmaatschap recht op maximaal de nominale waarde en kan geen aanspraak maken op de reserves. Er zal rekening gehouden worden met de boekhoudkundige minwaarde van de aandelen en desgevallend met de eventuele niet volledige terugbetaling van de financiering die werd verschaft zoals vermeld in artikel 6.2 hierboven aan de aan deze subcategorie toegewezen Productiecentrale.

De regelmatig goedgekeurde jaarrekening is bindend voor de vennoot die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of uitgesloten wordt. De vennoot die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of wordt uitgesloten kan ten opzichte van de vennootschap geen enkel ander recht laten gelden.

De betaling van de tegenwaarde zal plaats vinden zes maanden na de goedkeuring door de algemene vergadering van de jaarrekening van het boekjaar waarin de uitsluiting werd beslist of de terugneming of uittreding werd aanvaard. De raad van bestuur kan tot vervroegde uitbetaling beslissen.

Blijkt voormelde termijn onvoldoende om de terugbetaling mogelijk te maken zonder de vereffening van de vennootschap te veroorzaken, dan kan de raad van bestuur beslissen deze termijn met één jaar te verlengen.

Geen betaling van tegenwaarde kan worden verricht indien het netto-actief van de vennootschap door die betaling zou dalen beneden het in deze statuten vermelde vast gedeelte van het kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of deze statuten niet mogen worden uitgekeerd. In zulk geval wordt de betaling uitgesteld totdat het netto-actief is hersteld.

In geval van overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen of onbekwaamverklaring van een vennoot hebben zijn erfgenamen, schuldeisers of vertegenwoordigers recht op de uitkering van de tegenwaarde van diens aandelen. De betaling zal plaatsvinden volgens voormelde bepalingen.

TITEL III - VENNOTEN

ARTIKEL 13 - VENNOTEN

Zijn vennoten:

- de houders van aandelen A (hierna ook de "vennoten A" genoemd) die deze akte hebben ondertekend bij de oprichting van de vennootschap (hierna "oprichters" genoemd) of die aandelen A verwerven overeenkomstig artikel 11 of artikel 14.1 van de statuten en als dusdanig in het aandelenregister van de vennootschap werden opgenomen; en
- de houders van aandelen B (hierna ook de "vennoten B" genoemd) die natuurlijke personen zijn en die aandelen B verwerven overeenkomstig artikel 14.2 van de statuten en als dusdanig in het aandelenregister van de vennootschap werden opgenomen.

ARTIKEL 14 - TOETREDING VAN NIEUWE VENNOTEN

14.1. De raad van bestuur besluit over de aanvaarding van nieuwe vennoten. De toetreding van vennoten, die beantwoorden aan de objectieve toetredingscriteria zoals bepaald in deze statuten en zoals bijkomend vastgesteld door de raad van bestuur, kan niet worden geweigerd dan wanneer ze daden hebben verricht die met de belangen van de vennootschap strijdig zijn. De raad van bestuur zal de objectieve toetredingscriteria uitwerken in een huishoudelijk reglement. De beslissing van de raad van bestuur tot toetreding vermeldt het aantal aandelen waarop de nieuwe vennoot kan inschrijven, de categorie en desgevallend de subcategorie van aandelen B waartoe de aandelen behoren, de inschrijvingsprijs voor de nieuwe aandelen waarop wordt ingeschreven, alsmede eventuele andere voorwaarden waaraan de nieuwe vennoot moet voldoen. Bij overinschrijving binnen een bepaalde subcategorie aandelen B zal de raad van bestuur de inschrijvingen proportioneel verminderen over alle inschrijvers op de betrokken subcategorie aandelen B.

De inschrijving op de aandelen houdt in dat de vennoot instemt met de statuten en, in voorkomend geval, met het huishoudelijk reglement. De vaststelling van de aanvaarding en de goedkeuring van de toetreding van een

nieuwe vennoot geschiedt door een inschrijving in het aandelenregister, zoals bepaald in artikel 357 van het Wetboek van vennootschappen.

14.2. Nieuwe vennoten B kunnen enkel worden aanvaard indien zij meerderjarig zijn en omwonenden zijn van een Productiecentrale die door de raad van bestuur overeenkomstig artikel 6.2 van deze statuten werd toegewezen. De aandelen behoren tot de subcategorie waaraan de Productiecentrale werd toegewezen overeenkomstig artikel 6.2 van deze statuten en waarvan de nieuwe vennoten B omwonenden zijn. Indien ze omwonenden zijn van meer dan één Productiecentrale, dan kunnen ze kiezen op welke aandelen van de betrokken subcategorieën in te schrijven, met dien verstande dat ze mogen inschrijven op aandelen van meer dan één subcategorie.

Omwonenden zijn voor de toepassing van dit artikel 14.2, de natuurlijke personen die hun woonplaats hebben in de gemeente waarvan tenminste een gedeelte van het grondgebied binnen een door de raad van bestuur bepaalde afstand ligt van elke mast van het betrokken windmolenpark of van de betreffende productiecentrale voor hernieuwbare energie. De afstand kan verschillen al naargelang de Productiecentrale.

ARTIKEL 15 - TERUGNEMING EN UITTREDING

Een vennoot mag alleen vanaf het derde jaar volgend op het jaar waarin hij aandelen heeft verworven de terugneming van deze aandelen vragen. Voor een vennoot B is terugneming enkel mogelijk indien deze betrekking heeft op alle aandelen binnen een bepaalde subcategorie aandelen B, onvermindert de mogelijkheid om desgevallend vennoot te blijven binnen één of meer andere subcategorieën B. Indien een vennoot overeenkomstig voormelde bepaling een terugneming vraagt van al zijn aandelen treedt hij uit.

Terugneming van aandelen alsmede volledige uittreding kan enkel plaatsvinden gedurende de eerste zes maanden van het betrokken boekjaar. Een verzoek tot uittreding of terugneming tijdens de laatste zes maanden van het boekjaar heeft pas uitwerking in het daaropvolgende boekjaar.

Het verzoek tot terugneming of uittreding geschiedt per aangetekende brief of per elektronische post gericht aan de raad van bestuur van de vennootschap. Ze heeft enkel uitwerking op de dag waarop de raad van bestuur dit verzoek aanvaardt. De aanvaarding wordt per brief of per elektronische post meegedeeld aan de betrokken vennoot met vermelding van zijn rechten overeenkomstig artikel 12 van deze statuten.

De uittreding of terugneming is alleen toegestaan indien deze:

- wordt goedgekeurd door de raad van bestuur, die op basis van gegrondte redenen de uittreding of terugneming mag weigeren (bij wijze van voorbeeld, indien de uittreding of terugneming de vennootschap in liquiditeitsproblemen zou kunnen brengen);
- niet voor gevolg heeft het netto-actief te verminderen tot een bedrag dat kleiner is dan het vaste gedeelte van het kapitaal verhoogd met de niet-uitkeerbare reserves door de statuten vastgesteld; en
- niet tot gevolg heeft dat het aantal vennoten tot minder dan drie wordt herleid.

ARTIKEL 16 - UITSLUITING

16.1 Een vennoot kan te allen tijde worden uitgesloten wegens (i) een gegrondte reden, (ii) een tekortkoming aan de verplichtingen die uit de statuten, het huishoudelijk reglement of andere beslissingen van de organen van de vennootschap voortvloeien, waaronder het niet langer voldoen aan de algemene

toetredingsvoorraarden, (iii) het weigeren zich te onderwerpen aan de beslissingen van de raad van bestuur of van de algemene vergadering, (iv) het niet-naleven van zijn verbintenisSEN tegenover de vennootschap, (v) het berokkenen van enig nadeel aan de vennootschap, of (vi) het stellen van handelingen die strijdig zijn met de belangen van de vennootschap.

De uitsluiting heeft in het geval omschreven in dit artikel 16.1 van de statuten noodzakelijk betrekking op alle aandelen van de betrokken vennoot.

16.2 Vennoten van een subcategorie aandelen B kunnen te allen tijde worden uitgesloten indien de leningen of kredieten verstrekt door de vennootschap ter financiering van de Productiecentrale die werd toegewezen aan deze subcategorie (overeenkomstig artikel 6 van deze statuten), geheel en onvoorwaardelijk aan de vennootschap zijn terugbetaald.

De uitsluiting heeft in het geval omschreven in dit artikel 16.2 van de statuten betrekking op alle aandelen van de vennoot binnen de desbetreffende subcategorie aandelen B. De vennoot blijfthouder van de aandelen B van een andere subcategorie die hij aanhoudt.

16.3 Indien de uitsluitingsgrond in toepassing van artikel 16.1 of artikel 16.2 betrekking heeft op een onverdeelde eigenaar van aandelen, dan heeft deze uitsluiting van rechtswege betrekking op alle onverdeelde eigenaars, die samen met de onverdeelde eigenaar waarop de uitsluitingsgrond betrekking heeft, de betrokken aandelen in onverdeeldheid aanhouden.

16.4 De uitsluiting kan enkel worden uitgesproken door de raad van bestuur middels een gemotiveerde beslissing genomen met een eenvoudige meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. De vennoot wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden verzocht zijn opmerkingen schriftelijk te kennen te geven aan de raad van bestuur binnen één maand nadat een aangetekende brief met het met redenen omklede voorstel tot uitsluiting is verstuurd. Indien hij daarom verzoekt in het geschrift dat zijn opmerkingen bevat, moet de vennoot worden gehoord. De beslissing wordt vastgelegd in een proces-verbaal opgemaakt en ondertekend door de raad van bestuur dat de feiten vermeldt waarop de uitsluiting is gegrond. De uitsluiting wordt in het aandelenregister ingeschreven en het proces-verbaal wordt aan dit register toegevoegd. Een afschrift van de beslissing wordt binnen de dertig dagen aan de uitgesloten vennoot verstuurd.

TITEL IV - BESTUUR EN CONTROLE

ARTIKEL 17 - SAMENSTELLING VAN DE RAAD VAN BESTUUR

De vennootschap wordt bestuurd door de raad van bestuur samengesteld uit minstens vier en maximum zeven leden die worden benoemd door de algemene vergadering van de vennoten. De benoeming van een bestuurder treedt eerst in werking nadat hij zijn functie heeft aanvaard.

Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd is deze verplicht onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders of werknemers een vaste vertegenwoordiger, natuurlijk persoon, aan te duiden die wordt belast met de uitvoering van de opdracht van bestuurder in naam en voor rekening van de rechtspersoon.

De duur van de opdracht van bestuurder mag de termijn van zes jaar niet overschrijden. Indien het aantal bestuurders, om welke reden ook, gedaald is beneden het wettelijk of statutair minimum aantal bestuurders en zolang de algemene vergadering de vacature niet opvult, blijven de bestuurders, waarvan de opdracht is verstreken, in functie.

De vennoten die aandelen A aanhouden en die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de algemene vergadering hebben het recht om aan de

algemene vergadering kandidaten voor te dragen voor de invulling van de helft plus één van de bestuursmandaten. Bij gebrek aan eensgezindheid tussen de vennoten A, beslissen ze bij meerderheid van stemmen verbonden aan de aandelen van categorie A waarmee ze deelnemen aan de algemene vergadering.

De meerderheid van de vennoten, die aandelen B aanhouden en die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de algemene vergadering, heeft het recht om aan de algemene vergadering kandidaten voor te dragen voor de invulling van de overige bestuursmandaten. De kandidaat-bestuurders voorgedragen door de vennoten die aandelen B aanhouden, dienen eveneens vennoot te zijn op het ogenblik van hun voordracht en gedurende de volledige looptijd van hun bestuursmandaat, tenzij indien ze werden voorgedragen door de vennoten die aandelen A aanhouden. Er kunnen geen twee vennoten die aandelen van dezelfde subcategorie van aandelen B aanhouden, zetelen in de raad van bestuur. Indien de betrokken bestuurder geen aandelen B van de vennootschap meer aanhoudt, is hij van rechtswege ontslagen. Indien twee bestuurders, tengevolge van een verwerving van aandelen B na hun benoeming, aandelen in dezelfde subcategorie van aandelen B aanhouden, is de eerstbenoemde van rechtswege ontslagen.

Wanneer niet alle mandaten worden ingevuld, worden de openstaande mandaten ingevuld op voordracht van de vennoten die aandelen A aanhouden.

Alle bestuurders kunnen te allen tijde worden ontslagen door de algemene vergadering beslissend met een gewone meerderheid en een meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde vennoten A.

Ieder lid van de raad van bestuur kan ontslag nemen door schriftelijke kennisgeving aan de raad van bestuur.

ARTIKEL 18 - VOORTIJDIGE VACATURE

In geval van een vacature in de raad van bestuur, hebben de overblijvende bestuurders het recht voorlopig de vacature op te vullen totdat de algemene vergadering een nieuwe bestuurder benoemt. De benoeming wordt op de agenda van de eerstvolgende algemene vergadering geplaatst. In geval van ontslag van een bestuurder voorgedragen door de vennoten A, zal een bestuurder worden gecoöpteerd uit kandidaten voorgedragen door deze vennoten. Elke op deze wijze door de algemene vergadering benoemde bestuurder beëindigt de opdracht van de bestuurder die hij vervangt.

ARTIKEL 19 - VOORZITTER - ONDERVOORZITTER

De raad van bestuur kiest bij gewone meerderheid onder de bestuurders benoemd op voordracht van de vennoten A een voorzitter en een ondervoorzitter.

ARTIKEL 20 - VERGADERINGEN VAN DE RAAD VAN BESTUUR

De raad van bestuur komt bijeen na oproeping door de voorzitter, of eventueel door de ondervoorzitter, telkens als het belang van de vennootschap dat vergt. De raad van bestuur wordt tevens samengeroepen als twee bestuurders, waaronder één bestuurder benoemd op voordracht van de vennoten A, daarom verzoeken.

De oproepingen vermelden plaats, datum, uur en agenda van de vergadering en worden ten minste twee volle dagen vóór de vergadering per brief, fax, elektronische post of op een andere schriftelijke wijze verzonden. In uitzonderlijke omstandigheden, wanneer deze oproepingstermijn niet werkzaam is, kan deze worden verkort. Indien noodzakelijk kan de oproeping ook telefonisch gebeuren ter aanvulling van de hierboven vermelde oproepingswijzen.

Indien de voorzitter is verhinderd, wordt de raad van bestuur voorgezeten door de ondervoorzitter of het oudste lid in leeftijd van de raad van bestuur benoemd op voordracht van de vennoten A.

De regelmatigheid van de bijeenroeping dient niet te worden gerechtvaardigd indien alle bestuurders aanwezig of regelmatig vertegenwoordigd zijn en zich akkoord verklaren met de agenda.

Vergaderingen van de raad van bestuur kunnen geldig worden gehouden bij wijze van video- of telefoonconferentie. In dergelijk geval wordt de vergadering geacht te zijn gehouden op de zetel van de vennootschap indien tenminste één bestuurder fysiek aanwezig was op de zetel van de vennootschap. De notulen worden getekend per brief, fax, e-mail. Het origineel wordt nadien rondgezonden voor ondertekening.

ARTIKEL 21 - BERAADSLAGING

De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn en minstens twee van de aanwezige of vertegenwoordigde leden bestuurders zijn die werden benoemd op voordracht van de vennoten A. Indien deze aanwezigheidsvoorraarde niet is vervuld, zal een nieuwe vergadering worden bijeengeroepen met dezelfde agenda die geldig zal beraadslagen en beslissen over de punten op de agenda. De uitnodiging tot deze tweede vergadering zal minstens twee volle dagen voor de vergadering worden verstuurd.

Deze tweede vergadering dient gehouden te worden ten vroegste de zevende dag en ten laatste de veertiende dag na de eerste vergadering en kan beslissen over de punten die voorkwamen op de agenda indien minstens twee van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, bestuurders zijn die werden benoemd op voordracht van de vennoten A.

De besluiten van de raad van bestuur worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Blanco en ongeldige stemmen worden niet bij de uitgebrachte stemmen geteld. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter, of in diens afwezigheid de stem van de ondervoorzitter, of in diens afwezigheid het oudste lid in leeftijd van de raad van bestuur benoemd op voordracht van de vennoten A, doorslaggevend.

Over punten die niet op de agenda worden vermeld, kan de raad van bestuur slechts geldig beraadslagen met de instemming van de voltallige raad van bestuur en voor zover alle bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Iedere bestuurder kan per brief, per fax, per elektronische post of op een andere schriftelijke wijze aan een andere bestuurder volmacht geven om hem op een vergadering van de raad van bestuur te vertegenwoordigen. Niemand mag echter meer dan één bestuurder vertegenwoordigen.

Indien een bestuurder, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van de raad van bestuur, dient de bestuurder de raad van bestuur hiervan te informeren voorafgaand aan de beraadslaging en besluitvorming over het betrokken agendapunt. De notulen maken melding van de redenen voor het belangenconflict van de betrokken bestuurder. De betrokken bestuurder kan aan de beraadslaging en stemming deelnemen.

ARTIKEL 22 - NOTULEN

De beraadslagingen en beslissingen van de raad van bestuur, met inbegrip van deze genomen tijdens videoconferentie, telefoonconferentie of met unanieme schriftelijke besluitvorming, worden vastgelegd in notulen die door

tenminste twee bestuurders worden ondertekend. Deze notulen worden in een speciaal register opgenomen. De volmachten worden aan de notulen gehecht.

De afschriften of uittreksels van deze notulen, in rechte of anderszins voor te leggen, worden door de voorzitter van de raad van bestuur, of twee bestuurders ondertekend. Deze bevoegdheid kan worden opgedragen aan een lasthebber.

ARTIKEL 23 - BEVOEGDHEDEN VAN DE RAAD VAN BESTUUR

De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van de vennootschap, met uitzondering van die handelingen waarvoor volgens de statuten of de wet alleen de algemene vergadering bevoegd is.

De raad van bestuur kan aan een lasthebber, zelfs indien deze geen venoot of bestuurder is, het geheel of een gedeelte van zijn bevoegdheden voor bijzondere of bepaalde aangelegenheden opdragen.

ARTIKEL 24 - VERGOEDING

De opdracht van bestuurder is onbezoldigd. Wel kan een bezoldiging (met uitsluiting van een deelneming in de winst) worden toegekend voor bijzondere of permanente opdrachten waarmee bestuurders worden belast.

ARTIKEL 25 - VERTEGENWOORDIGING

De vennootschap wordt in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte, rechtsgeldig vertegenwoordigd door twee bestuurders, waarvan minstens één is benoemd op voordracht van de vennoten A die ten aanzien van derden geen bewijs van een voorafgaande beslissing of volmacht van de raad van bestuur moeten leveren.

Bovendien is de vennootschap op geldige wijze vertegenwoordigd door bijzondere lasthebbers handelend binnen de grenzen van hun opdracht.

TITEL V - ALGEMENE VERGADERING

ARTIKEL 26 - SAMENSTELLING EN BEVOEGDHEDEN

De regelmatig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid van de vennoten. De besluiten van de algemene vergadering zijn bindend voor alle vennoten, zelfs voor de afwezigen of zij die tegenstemden.

ARTIKEL 27 - VERGADERINGEN

Ieder jaar wordt een algemene vergadering gehouden op de derde vrijdag van de maand juni, om 10 uur. Te allen tijde kan een bijzondere of buitengewone algemene vergadering worden bijeengeroepen telkens het belang van de vennootschap het vereist.

Op de agenda van de gewone algemene vergadering worden tenminste de volgende agendapunten geplaatst: de bespreking van het jaarverslag opgesteld door de raad van bestuur en, in voorkomend geval, het verslag van de commissaris(sen), de bespreking en goedkeuring van de jaarrekening, de bestemming van de netto-winst, de kwijting aan de bestuurders en desgevallend de commissaris(sen), en in voorkomend geval, de benoeming van bestuurder(s) en commissaris(sen).

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel tenzij anders wordt beslist door de raad van bestuur.

ARTIKEL 28 - BIJEEENROEPING

De raad van bestuur kan bij beslissing van gewone meerderheid de algemene vergadering bijeenroepen telkens hij het nuttig oordeelt. De voorzitter of de ondervoorzitter van de raad van bestuur verricht de bijeenroeping.

De algemene vergadering moet worden bijeengeroepen telkens de vennoten die samen één vijfde van het geplaatst kapitaal vertegenwoordigen, dan wel de commissaris er om vragen. De algemene vergadering moet dan

binnen de maand na ontvangst van dergelijk verzoek door de raad van bestuur worden bijeengeroepen.

De uitnodiging tot het bijwonen van de zitting van de algemene vergadering geschieft ten minste dertig dagen vóór de geplande vergadering en wordt uitsluitend verricht per elektronisch bericht aan de vennooten, die hun gegevens daartoe hebben bezorgd aan de vennootschap en middels publicatie op de website van de vennootschap. De vennooten kunnen aan de raad van bestuur vragen de uitnodiging per aangeteekende brief te ontvangen.

Ten laatste vijftien dagen vóór de datum van de bijeenkomst mag iedere vennoot vragen om bijkomende punten op de agenda in te schrijven. De aanvullende agenda en de documentatie hiermee verband houdend wordt binnen de acht dagen aan alle vennooten toegezonden. Een kopie van de oproepingen wordt aan bestuurders en de eventuele commissaris(sen) gezonden.

De oproepingen gericht tot houders van effecten op naam worden geacht te zijn gedaan op de datum van verzending.

ARTIKEL 29 - TOELATINGSVOORWAARDEN

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, moeten de vennooten binnen de in de oproeping vermelde termijn aan de raad van bestuur hun inzicht te kennen geven de algemene vergadering bij te wonen, indien de raad van bestuur dit in de oproeping vereist.

ARTIKEL 30 - VERTEGENWOORDIGING

Iedere vennoot kan per brief, fax, elektronische post of op een andere schriftelijke wijze dat zijn handtekening draagt een volmacht geven om hem op de algemene vergadering te vertegenwoordigen. De lasthebber moet geen vennoot zijn. Een lasthebber mag niet meer dan één vennoot van dezelfde categorie of, in voorkomend geval dezelfde subcategorie aandelen B, vertegenwoordigen.

De raad van bestuur mag in de oproeping de vorm van de volmachten bepalen en eisen dat zij op de in de oproeping aangeduide plaats en binnen de daarin gestelde termijn worden neergelegd.

ARTIKEL 31 - BUREAU

Iedere algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter of, bij diens afwezigheid, door de oudste aanwezige bestuurder voorgedragen door de vennooten A. De voorzitter stelt de secretaris aan en duidt onder de aanwezige vennooten twee stemopnemers aan. De voorzitter, de aanwezige bestuurders, de twee stemopnemers en de secretaris vormen het bureau van de vergadering.

Het bureau stelt voorafgaandelijk aan elke andere beslissing een aanwezigheidslijst op. Deze aanwezigheidslijst moet door iedere aanwezige vennoot of lasthebber worden ondertekend met vermelding van het aantal aandelen, en in voorkomend geval de (sub)categorie aandelen B, waartoe ze behoren, dat de vennoot aanhoudt of vertegenwoordigt.

ARTIKEL 32 - VERDAGING

De raad van bestuur mag de beslissing met betrekking tot de goedkeuring van de jaarrekening, tijdens de zitting, tot drie weken verdagen.

Aan alle andere genomen besluiten wordt hierdoor geen afbreuk gedaan, behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering hieromtrent. De volgende algemene vergadering heeft het recht de jaarrekening definitief vast te stellen. De volmachten, neergelegd voor de eerste vergadering, blijven geldig voor de tweede vergadering voor de punten die op de agenda van de eerste vergadering stonden.

ARTIKEL 33 - AANTAL STEMMEN - UITOEFENING VAN HET STEMRECHT

Iedere vennoot heeft zoveel stemmen als hij aandelen bezit. Nochtans mag het aantal door ieder geldig uitgebrachte stemmen, voor hem persoonlijk en als lasthebber, niet hoger liggen dan een tiende van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. Vennoten, wier uitoefening van het stemrecht is geschorst, mogen niet aan de stemming deelnemen.

ARTIKEL 34 - BERAADSLAGING EN STEMMING

Tenzij uitdrukkelijk anders is aangegeven in deze statuten of in de toepasselijke wettelijke bepalingen, is een beslissing van de algemene vergadering slechts geldig wanneer ze wordt aangenomen door de meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde vennoten.

Wanneer de algemene vergadering zich dient uit te spreken over een wijziging van de statuten of de ontbinding van de vennootschap is een besluit slechts geldig genomen wanneer het wordt aangenomen met een drie vierde meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde vennoten en met de helft plus één van de uitgebrachte stemmen van vennoot A. Onthoudingen of ongeldig uitgebrachte stemmen worden niet in aanmerking genomen voor het berekenen van de vereiste meerderheid.

De algemene vergadering kan niet stemmen over punten die niet in de agenda zijn opgenomen, tenzij alle vennoten op de algemene vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn en met eenparigheid wordt besloten tot uitbreiding van de agenda.

Voor zover de mededeling van informatie niet van die aard is dat zij ernstig nadeel zou berokkenen aan de vennootschap, de vennoten of het personeel van de vennootschap, geven de bestuurders antwoord op de vragen die de vennoten stellen met betrekking tot hun verslag of tot de agendapunten. De commissaris(sen) geeft / geven antwoord op de vragen die de vennoten stellen met betrekking tot zijn / hun verslag.

Wanneer bij een benoeming tot bestuurder (of commissaris(sen)) geen enkele kandidaat de volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen behaalt, gaat men over tot een herstemming tussen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Indien bij de herstemming het aantal stemmen gelijk is, is de oudste kandidaat in leeftijd verkozen.

De stemmingen gebeuren door handopsteken of bij naamafroeping, tenzij de algemene vergadering met eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen anders beslist.

ARTIKEL 35 - NOTULEN

De notulen van de algemene vergadering worden in een bijzonder register ingeschreven of ingevoegd en worden ondertekend door de leden van het bureau en door de vennoten die er om vragen.

Afschriften en uittreksels worden ondertekend door één bestuurder.

Elke vennoot kan op de zetel van de vennootschap kennis nemen van de notulen.

TITEL VI - JAARREKENING - WINSTVERDELING - CONTROLE

ARTIKEL 36 – JAARREKENING

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Op het einde van elk boekjaar maakt de raad van bestuur een inventaris op met toepassing van de waarderingsregels die door de raad van bestuur zijn vastgesteld. Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris maken de bestuurders de jaarrekening op. Deze

jaarrekening bestaat uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting. De raad van bestuur stelt tevens, in zover zulks wettelijk is verplicht, een verslag op waarin hij rekenschap geeft van zijn beleid. Dat verslag bevat een commentaar op de jaarrekening waarbij een getrouw overzicht wordt gegeven van de gang van zaken en van de toestand van de vennootschap, evenals de andere elementen opgelegd door het Wetboek van vennootschappen.

Er worden afzonderlijke boeken gehouden en een afzonderlijke balans en een winst- en verliesrekening opgemaakt voor de opbrengsten die voortkomen uit de investering in, en de financiering van, elke Productiecentrale waarvoor de raad van bestuur een afzonderlijke subcategorie van aandelen B heeft ingericht. De algemene kosten die niet rechtstreeks ten laste kunnen worden gelegd van een bepaalde Productiecentrale worden omgeslagen over al de opbrengsten volgens een verdeelsleutel, jaarlijks te bepalen door de raad van bestuur in functie van de relatieve belangrijkheid van de opbrengsten van elke Productiecentrale.

ARTIKEL 37 - GOEDKEURING VAN DE JAARREKENING

De gewone algemene vergadering hoort desgevallend het jaarverslag en het verslag van de commissaris(sen) en beslist over de goedkeuring van de jaarrekening zoals voorgesteld door de raad van bestuur.

Na goedkeuring van de jaarrekening spreekt de algemene vergadering zich uit, bij afzonderlijke stemming, over de kwijting aan de bestuurders en, desgevallend de commissaris(sen). Deze kwijting is slechts geldig indien de jaarrekening noch weglatingen, noch valse vermeldingen bevat die de werkelijke toestand van de vennootschap verbergen, en, wat betreft handelingen strijdig met de statuten of met het Wetboek van vennootschappen, slechts wanneer deze in het bijzonder in de oproeping werden aangeduid.

De raad van bestuur draagt er zorg voor dat de jaarrekening, desgevallend het jaarverslag en de overige krachtens het Wetboek van vennootschappen vereiste documenten, binnen dertig dagen na hun goedkeuring door de vergadering worden neergelegd bij de Nationale Bank van België.

ARTIKEL 38 - WINSTBESTEMMING EN -UITKERING

De gerealiseerde winst wordt als volgt bestemd :

- jaarlijks wordt van de netto-winst vermeld in de jaarrekening een bedrag van vijf procent voorafgenomen tot vorming van een wettelijke reserve; deze voorafneming is niet meer verplicht wanneer het reservefonds één tiende van het geplaatst kapitaal bereikt;
- na de vorming van de wettelijke reserve keert de algemene vergadering een eerste dividend uit aan de vennoten B, met dien verstande dat de aandelen B van elke subcategorie uitsluitend recht hebben op een dividend dat wordt uitgekeerd uit de opbrengsten uit de Productiecentrale waarnaar de subcategorie werd genoemd; de kosten die specifiek eigen zijn aan een bepaalde subcategorie aandelen B of een bepaalde Productiecentrale, komen enkel in mindering op de opbrengsten bestemd voor de aandelen van deze subcategorie aandelen B; de algemene kosten van de vennootschap worden gelijk verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel vastgelegd door de raad van bestuur overeenkomstig artikel 36 van deze statuten;
- na de betaling van het eerste dividend kan de algemene vergadering beslissen een beschikbare reserve te vormen;

- het eventueel daarna overblijvend saldo wordt onder de vorm van een tweede dividend toegekend aan de vennoten A.

Indien het batig saldo niet voldoende is om het eerste dividend waarvan hierboven sprake uit te keren, dan behouden de betrokken vennoten in de daaropvolgende jaren hierop hun recht. De eventuele beschikbare reserves kunnen bij beslissing van de algemene vergadering onder de vorm van dividenden worden verdeeld onder de vennoten.

Het dividend per aandeel mag in geen geval hoger zijn dan het bedrag dat is vastgesteld conform het Koninklijk Besluit van acht januari negentienhonderd tweeën zestig tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen voor de Nationale Raad voor de Coöperatie. De raad van bestuur zal dit bedrag elk jaar bekendmaken op de website van de vennootschap.

De eventuele toe te kennen ristorno mag aan de vennoten alleen worden uitgekeerd naar rato van de verrichtingen die zij met de vennootschap hebben gedaan.

Niet geïnde dividenden verjaren ten gunste van de vennootschap door verloop van vijf jaar vanaf de datum van inbetalingstelling.

ARTIKEL 39 - BETALING VAN DIVIDENDEN

De betaling van de dividenden gebeurt op de wijze, het tijdstip en de plaats door de raad van bestuur vastgesteld.

ARTIKEL 40 - CONTROLE

De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt aan één of meer commissarissen opgedragen. De commissarissen worden benoemd door de algemene vergadering van vennoten, onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar. Op straf van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige reden door de algemene vergadering worden ontslagen.

Ten minste één maand voor de jaarvergadering overhandigt de raad van bestuur de jaarrekening samen met het jaarverslag aan de commissaris. De commissaris vervult de controlewerkzaamheden en maakt het controleverslag op.

TITEL VII - VEREFFENING - VERDELING

ARTIKEL 41 - VEREFFENING

In geval van ontbinding van de vennootschap, om welke reden of op welk tijdstip ook, geschiedt de vereffening door één of meer vereffenaar(s) benoemd door de algemene vergadering. De vereffenaar(s) treden/treedt slechts in functie na bevestiging van hun/zijn benoeming door de voorzitter van de rechtkant van koophandel. Bij gebreke van benoeming van (een) vereffenaar(s), worden de leden van de raad van bestuur als vereffenaars beschouwd ten aanzien van derden.

De vereffenaars vormen een college. Te dien einde beschikken/beschikt de vereffenaar(s) over de meest uitgebreide machten overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van het Wetboek van vennootschappen, behoudens beperkingen opgelegd door de algemene vergadering.

De vereffenaar(s) zijn/is gehouden de algemene vergadering bijeen te roepen telkens wanneer de vennoten die één vijfde van de in omloop zijnde effecten vertegenwoordigen het vragen.

De algemene vergadering bepaalt de vergoeding van de vereffenaar(s).

ARTIKEL 42 - VERDELING

Na betaling van de schulden en kosten van de vennootschap zal het saldo eerst worden aangewend voor de terugbetaling van de stortingen uitgevoerd voor de volstorting van de aandelen. Het saldo wordt gelijk verdeeld tussen de aandelen.

De raad van bestuur en de vereffenaar(s) aangesteld door de algemene vergadering zullen over de bestemming van het saldo een voorstel doen aan de algemene vergadering, die zelf over de afsluiting van de vereffening zal beslissen. Het eventuele saldo van de vereffening dient te allen tijde aangewend worden rekening houdend met de doelstellingen van de vennootschap.

Vooraleer de vereffening wordt afgesloten leggen de vereffenaars het plan van verdeling van de activa onder de verschillende schuldeisers voor akkoord voor aan de rechtbank van koophandel van het arrondissement waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft.

Alle rechten en vorderingen van de gewezen vennoten of hun rechthebbenden, aangaande hun maatschappelijke rechten of de vereffening van hun aandeel, vervallen door verloop van twee jaar na beëindiging van het lidmaatschap of door verloop van drie maanden na de sluiting van de vereffening, in geval van ontbinding van de vennootschap. Stuiting van de verjaring gebeurt bij aangetekend schrijven gericht aan de raad van bestuur.

TITEL VIII - ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 43 - WOONSTKEUZE

Ieder in het buitenland gedomicilieerde bestuurder of vereffenaar doet gedurende de uitoefening van zijn mandaat woonstkeuze op de zetel van de vennootschap, waar alle dagvaardingen en betekenissen betreffende de zaken van de vennootschap en de verantwoordelijkheid voor zijn bestuur, geldig op zijn naam kunnen worden gedaan, met uitzondering van de oproepingen die worden verstuurd overeenkomstig deze statuten.

De vennoten zijn verplicht de vennootschap kennis te geven van elke verandering van woonplaats. Bij ontstentenis van kennisgeving worden zij geacht keuze van woonplaats te hebben gedaan op hun vroegere woonplaats.

ARTIKEL 44 – GESCHILLEN

Alle geschillen die tussen de vennootschap, - haar vennoten, bestuurders, vereffenaars, en eventuele commissaris(sen) met betrekking tot de zaken van de vennootschap en de uitvoering van deze statuten mochten ontstaan zullen worden beslecht door de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement waar zich de zetel van de vennootschap bevindt.

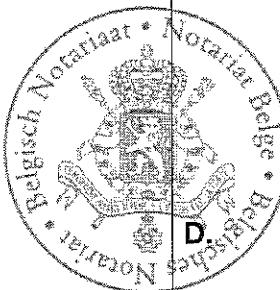
SLOT BESCHIKKINGEN

A. Benoeming van de eerste bestuurders.

Het aantal bestuurders is op vier (4) vastgesteld.

Worden in hoedanigheid van bestuurders aangesteld voor een periode van zes (6) jaar, op voorstel van de A vennoten:

- de heer LÉCHAUDÉ Didier, wonende te 1050 Elsene, Medicisgaarde 9, hier aanwezig en die aanvaardt;
- De heer PRIEM Nico, wonende te 8340 Damme, Pannepolderstraat 10,
- Mevrouw NAESENS Ann, wonende te 1500 Halle, Albrecht Ardeveldstraat 39,
- De heer THOMAS Anthony, wonende te 3080 Duisburg, Kriekenbergstraat 38.



Deze 3 laatsten worden hier door de heer Didier LÉCHAUDÉ vertegenwoordigd ingevolge 3 volmachten die hieraangehecht blijven en aanvaarden.

Hun opdracht zal kosteloos worden uitgeoefend.

Deze benoeming zal maar uitwerking hebben op de dag van de verkrijging van de rechtspersoonlijkheid door de vennootschap.

B. Commissaris.

De taak van commissaris wordt opgedragen aan de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "DELOITTE, Bedrijfsrevisoren", met zetel te 1831 Diegem, Pegasus Park, Berkenlaan 8/B, vertegenwoordigd in deze functie door de heer Dirk Cleymans, bedrijfsrevisor.

Behalve herkiezing, zal de opdracht van de commissaris eindigen onmiddellijk na de gewone vergadering volgend op de afsluiting van het derde boekjaar van de vennootschap.

De bezoldiging van de commissaris wordt vastgesteld, voor de ganse duur van zijn opdracht, op de som van 2.500 euro per jaar.

Deze benoeming zal maar uitwerking hebben op de dag van de verkrijging van de rechtspersoonlijkheid door de vennootschap.

C. Voorzitter van de raad van bestuur

De hierboven benoemde bestuurders, aanwezig of vertegenwoordigd zoals uiteengezet, verklaren met eenparigheid van stemmen volgende beslissingen te nemen :

- wordt in hoedanigheid van voorzitter van de raad van bestuur voor de ganse duur van zijn taak van bestuurder benoemd, LÉCHAUDÉ Didier ;

Deze benoeming zal maar uitwerking hebben op de dag van de verkrijging van de rechtspersoonlijkheid door de vennootschap.

Eerste boekjaar.

Het eerste boekjaar zal op de dag van de verkrijging van de rechtspersoonlijkheid door de vennootschap aanvangen en eindigen op twee duizend dertien.

De eerste gewone algemene vergadering zal dus plaatsvinden in twee duizend veertien.

E. Begin van de werkzaamheden.

De werkzaamheden van de vennootschap vangen aan na de neerlegging van .

F. Machten.

Alle Machten worden verleend, met recht deze over te dragen aan mevrouw Suzanne Fondu, ten einde de formaliteiten bij het ondernemingsloket en, in voorkomend geval, bij de diensten van de Belasting over de Toegevoegde Waarde te verzekeren.

G. Recht op geschriften.

Het recht op geschriften (Wetboek diverse rechten en taksen) bedraagt vijfennegentig euro (95 EUR) en wordt betaald op aangifte door ondergetekende notaris.

WAARVAN AKTE.

Verleden plaats en datum zoals hierboven vermeld.

Na volledige voorlezing en toelichting hebben de verschijners met de notaris ondertekend.

- suivent les signatures -

Enregistré dix-huit rôle(s) deux renvoi(s). Au 1^{er} bureau de l'enregistrement de Bruxelles. Le vingt-huit mars 2013. Vol. 5/60, fol. 22, case 20. Reçu : vingt-cinq euros (25 €). Le Receveur(s), (signé) M. Gatellier.

- volgen de handtekeningen -

Geregistreerd achttien blade(n) twee renvoi(en). Op het 1ste registratiekantoor Brussel. Op achtentwintig maart 2013. Boek. 5/60, blad 22, vak 20. Ontvangen : vijfentwintig euro (25 €). De Wn eerstaanwezend Inspecteur (getekend) M. Gatellier